

TURNING CLIENT VISION INTO RESULTS

RAPPORT SEMESTRIEL 2005



Performance financière du semestre clos le 30 juin 2005

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2005 (a)	Semestre clos le 30 juin 2004 (a)	% de variation
Chiffre d'affaires	2 725	2 622	+4,0%
Marge opérationnelle	183,1	165,7	+11%
% du chiffre d'affaires	6,7%	6,3%	
Résultat opérationnel	196,3	77,6	+153%
% du chiffre d'affaires	7,2%	3,0%	
Résultat net – part du groupe	121,3	28,3	+328%
% du chiffre d'affaires	4,5%	1,1%	
BNPA retraité (b) (d)	1,57	1,18	+33%
BNPA retraité dilué (c) (d)	1,56	1,17	+33%
BNPA (b)	1,81	0,44	+313%
BNPA dilué (c)	1,79	0,43	+313%
	30 juin 2005 (a)	31 décembre 2004 (a)	% de variation
Endettement net sur capitaux propres	20%	30%	-10 %
Effectifs de fin de période	46 254	46 584	-1%

BNPA = Bénéfice net par action

(a) En IFRS
 (b) En euros et basé sur le nombre moyen pondéré d'actions
 (c) En euros et basé sur le nombre moyen dilué pondéré d'actions
 (d) Basé sur le résultat net (Part du Groupe) avant éléments inhabituels et peu fréquents (net d'impôt)

INDEX	Message du Président	2	Gouvernement d'entreprise	53
	Rapport d'activité	5	Informations boursières	55
	Revue financière	13	Relation avec les actionnaires	59
	Ressources humaines	16	Responsabilité	60
	Résultats financiers	18		

ATOS ORIGIN

**CONCEVOIR, INTÉGRER ET EXPLOITER
DES SOLUTIONS INFORMATIQUES
INNOVANTES.**

**INTÉGRER LA TECHNOLOGIE AUX
MÉTIERS DE NOS CLIENTS, DANS LE
MONDE ENTIER.**

**RENFORCER NOTRE APPROCHE CIBLÉE
PAR SECTEUR DE MARCHÉ.**

**CONTRIBUER À L'EFFICACITÉ ET AU
SUCCÈS DE NOS CLIENTS.**

TURNING CLIENT VISION INTO RESULTS

A PROPOS D'ATOS ORIGIN

Atos Origin est l'un des principaux acteurs internationaux dans les services informatiques. Sa mission est de traduire la vision stratégique de ses clients en résultats par une meilleure utilisation de solutions de conseil, intégration de systèmes et infogérance. Implanté dans 40 pays à travers le monde, Atos Origin réalise un chiffre d'affaires annuel de plus de 5 milliards d'euros avec un effectif de 46 000 personnes. Atos Origin est le partenaire informatique mondial des Jeux Olympiques et le Groupe compte parmi ses clients des grands groupes internationaux dans tous les secteurs.

Atos Origin est coté sur le marché Eurolist de Paris et exerce ses activités sous les noms d'Atos Origin, Atos Euronext Market Solutions, Atos Worldline et Atos Consulting.

Des informations complémentaires sont disponibles sur le site Internet suivant: <http://www.atosorigin.com>

MESSAGE DU PRÉSIDENT

INTRODUCTION

Deux ans presque jour pour jour se sont écoulés depuis l'annonce du rachat du Groupe Sema à Schlumberger. Le processus d'intégration a été mené à bien et a permis à Atos Origin de devenir l'un des principaux acteurs internationaux dans le domaine des services informatiques. Le retour à la croissance de notre secteur en 2004 nous a permis de capitaliser pleinement sur les économies d'échelle réalisées, notamment dans les principaux pays européens. Nous disposons désormais de positions de premier plan en France, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni. En Allemagne, notre chiffre d'affaires doublera cette année, même s'il nous reste encore du chemin à parcourir pour atteindre notre objectif en termes de taille critique, et nous avons bien progressé en Espagne et en Italie.

Nous avons également jeté des bases solides pour le développement de notre activité en Asie-Pacifique. Il s'agit d'une région dynamique, affichant un fort taux de croissance et offrant de multiples opportunités de fournir des solutions et services informatiques performants à nos clients. En Chine, nous disposons déjà d'un portefeuille clients étoffé et une équipe dédiée travaille sur les Jeux Olympiques de Pékin 2008. En Malaisie, en Chine et surtout en Inde, nos services d'assistance technique à distance progressent rapidement, en ligne avec les demandes de nos clients.

Je suis ravi de constater les progrès accomplis dans l'accélération de la croissance organique de nos activités. Nous avons également rationalisé notre organisation et cédé des activités non stratégiques. En conséquence, nous tablons sur une réduction de l'endettement d'ici la fin de l'exercice et sur une trésorerie nette positive en 2006 – ce qui nous permettra de tirer pleinement parti des opportunités apparaissant sur le marché mondial des services informatiques.

RÉSULTATS DU PREMIER SEMESTRE

Le chiffre d'affaires du Groupe pour le premier semestre 2005 est légèrement supérieur à nos prévisions et ressort à 2 725 millions d'euros, soit une croissance organique de 8,1% par rapport à la même période de l'exercice précédent, à périmètre et taux de change constants. Chacune de nos trois principales lignes de services a contribué à cette bonne performance généralisée ; toutes, et notamment l'activité Conseil, affichent un fort taux de croissance. Le chiffre d'affaires récurrent représente plus de 60% du chiffre d'affaires du Groupe pour le premier semestre 2005, essentiellement grâce à la maintenance applicative.

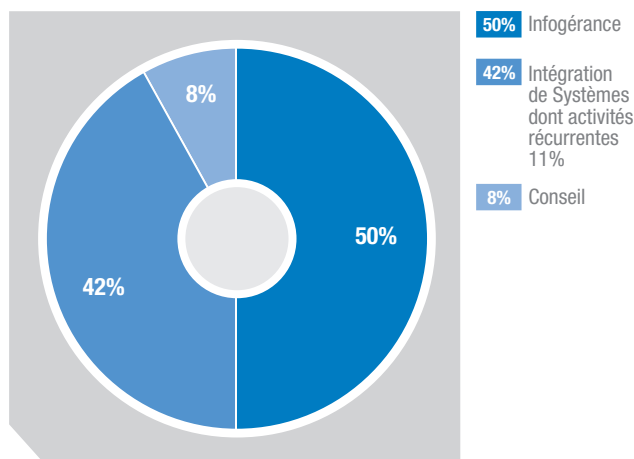
La marge opérationnelle pour le semestre s'élève à 6,7%, en ligne avec nos prévisions, tirée par une forte progression au deuxième trimestre (7,7%, contre 5,7% au premier trimestre). À 183 millions

d'euros, la croissance organique de la marge opérationnelle du Groupe s'inscrit à 18%, à périmètre et taux de change constants. L'intégration des nouveaux contrats signés depuis le second semestre 2004 se poursuit. Par ailleurs, le plan d'actions de l'équipe de direction devrait porter ses fruits au second semestre de l'exercice.

Le résultat net atteint 121 millions d'euros, soit 4,5% du chiffre d'affaires total, représentant un bénéfice net par action de 1,81 euros pour les six premiers mois de l'exercice. Il s'agit d'une augmentation substantielle par rapport aux chiffres de la même période de l'exercice précédent (résultat net de 28 millions d'euros et BNPA de 0,44 euro), qui intégraient d'importants frais de restructuration liés à l'acquisition du Groupe Sema.

Au premier semestre, le Groupe a généré 128 millions d'euros de trésorerie, tandis que l'endettement net à fin juin 2005 a été réduit à 363 millions d'euros – malgré une augmentation à court terme du besoin en fonds de roulement et de 55 millions d'euros de frais de restructuration sur la période. Ce chiffre intègre près de 220 millions d'euros de trésorerie générée par les opérations courantes, représentant 8,1% du chiffre d'affaires total, et 141 millions d'euros provenant de la cession des activités scandinaves. Au second semestre, nous tablons sur une nouvelle réduction de l'endettement net, grâce à une augmentation de la rentabilité et à la réduction du besoin en fonds de roulement.

ATOS ORIGIN RÉPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR LIGNE DE SERVICE



PERFORMANCE COMMERCIALE

Le succès de la nouvelle stratégie commerciale élaborée suite à l'acquisition du Groupe Sema a commencé à porter ses fruits au second semestre 2004. Au premier semestre 2005, le rapport prises de commandes sur facturations a atteint 139 %, incluant le substantiel renouvellement du contrat avec le Department for Work and Pensions au Royaume Uni, et à d'importants contrats avec Renault et LCH-Clearnet.

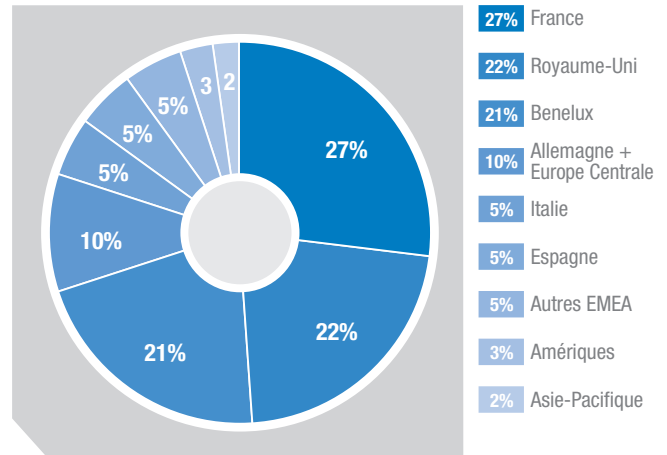
Le 1er juillet 2005, Atos Origin, partenaire informatique mondial du Comité International Olympique (CIO), a annoncé la signature de l'extension de son contrat, dans le cadre duquel le Groupe deviendra l'intégrateur des systèmes informatiques des Jeux Olympiques d'hiver de Vancouver 2010 et des Jeux Olympiques d'été de Londres 2012. Il s'agit d'une preuve supplémentaire de la confiance de nos clients dans notre capacité à nouer des partenariats solides et performants sur le long terme.

En juillet 2005, Atos Origin a également annoncé un développement majeur d'AtosEuronext, la joint-venture avec Euronext, première bourse transfrontalière d'Europe. Les deux groupes ont signé un accord prévoyant la création d'une nouvelle société, à laquelle de nouvelles activités seront apportées conjointement, notamment les services informatiques d'Euronext.liffe à Londres. La nouvelle société, qui prend le nom de Atos Euronext Market Solutions (AEMS), est l'un des premiers fournisseurs de services technologiques aux bourses et chambres de compensation, et elle a tous les atouts en main pour s'imposer sur les marchés mondiaux des capitaux. Elle permettra également à Euronext d'améliorer sa productivité et de renforcer sa position de leader sur le marché.

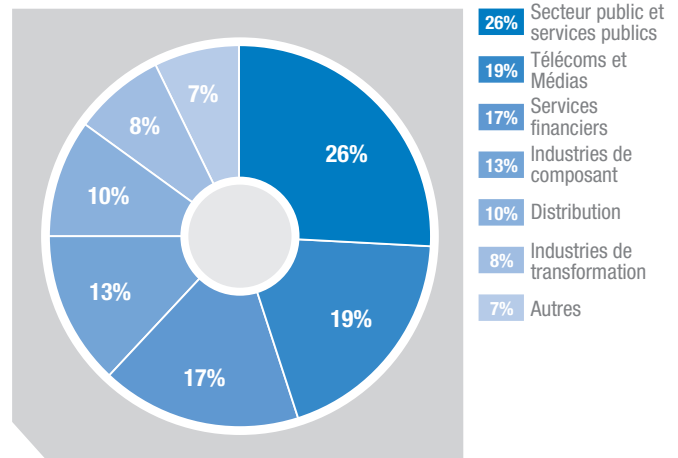
Outre AEMS, le Groupe compte deux autres entités spécialisées dans l'infogérance, qui offrent aux clients des solutions à haute valeur ajoutée. Atos Worldline propose des services de traitement des paiements par carte et sur Internet en France et en Allemagne. Nous pensons que ces services sont appelés à se développer sur le marché européen et, plus précisément, qu'Atos Origin bénéficiera d'opportunités stratégiques pour étendre ses activités à d'autres pays de la région.

Dans le secteur de la santé, nous disposons déjà d'un solide portefeuille de ressources et de compétences qui nous a permis de développer notre activité au Royaume-Uni auprès du Department for Work and Pensions (DWP), du Department for Trade and Industry et de Royal Mail. Il existe par ailleurs d'autres opportunités de croissance avec le National Health Service, notamment en Écosse. Nous devrions également avoir la possibilité de capitaliser sur notre expérience en Europe continentale, où nous travaillons déjà avec des organismes du secteur public en France, et plus particulièrement avec Philips Medical Services.

ATOS ORIGIN RÉPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR PAYS



ATOS ORIGIN RÉPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR MARCHÉ



PROGRAMME DE CESSIONS

En mai 2005, Atos Origin cédait ses activités vénézuéliennes et fin juin 2005, le Groupe finalisait la vente de ses activités scandinaves à WM-data (chiffre d'affaires annuel : 175 millions d'euros). Atos Origin et WM-data ont noué un accord de partenariat afin d'offrir des services de support opérationnels à leurs clients dans leurs zones géographiques respectives.

Au cours de l'année 2004, le Groupe a cédé plusieurs activités pour un chiffre d'affaires d'environ 200 millions d'euros, et la cession des activités scandinaves représente une étape significative dans la réalisation de l'objectif initial du Groupe, qui consiste à se séparer d'activités pour un montant d'environ 500 millions d'euros de chiffre d'affaires annuel. Les huit cessions réalisées à ce jour représentent un chiffre d'affaires annuel d'environ 410 millions d'euros, soit plus de 80% du plan de cessions – que le Groupe espère achever d'ici la fin de l'année 2005.

> MESSAGE DU PRÉSIDENT

NOUVELLES NORMES COMPTABLES INTERNATIONALES

De nouvelles normes comptables communes ont été introduites en Europe en 2005 : elles requièrent que les sociétés adoptent les nouvelles règles à partir du 1er janvier 2005. Atos Origin a déjà appliqué la plupart des normes significatives au cours des années précédentes, en particulier en ce qui concerne la reconnaissance du chiffre d'affaires, les retraites et autres engagements assimilés, le crédit-bail et les tests de dépréciation d'actifs.

Le Groupe a publié l'impact total audité des nouvelles normes IFRS sur ses états financiers de l'exercice 2004, en mai 2005, avant l'assemblée générale annuelle de juin, en accord avec les recommandations de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF). Le Groupe a publié aujourd'hui, et pour la première fois, ses résultats semestriels selon les normes IFRS. Un jeu complet des comptes retraités de l'exercice 2004 est inclut dans la section « Rapport Financier » de ce document.

NOUVEAU CRÉDIT SYNDIQUÉ

Le 12 mai 2005, Atos Origin a signé avec un consortium de neuf banques une facilité de crédit pluri-devises de 1,2 milliard d'euros destiné, entre autres, au refinancement du crédit syndiqué actuel de 900 millions d'euros mis en place en janvier 2004 suite à l'acquisition du Groupe Sema. La maturité de ce nouvel emprunt est de cinq ans avec une extension possible de deux ans. Il se caractérise par une marge de 0,3 % par an par rapport à l'Euribor, contre 1,5 % par an pour le précédent. La nouvelle offre de crédit réduira le coût de la dette tout en augmentant la capacité financière du Groupe. Les termes et conditions de remboursement de ce nouvel accord offrent plus de flexibilité que le précédent.

ACTIONNARIAT

Le 13 juillet 2005, Royal Philips Electronics a vendu 10,3 millions d'actions d'Atos Origin (15,4 % des actions ordinaires) à Citigroup. Immédiatement, Citigroup vendait ces actions à une variété d'investisseurs. Suite à ce placement, le flottant de la société atteint presque 100 %. Le volume d'actions échangées quotidiennement a augmenté proportionnellement, ce qui devrait rendre les titres de la société plus attrayants aux yeux de nombreux investisseurs, en particulier les grands investisseurs institutionnels, et favoriser leur représentation au sein d'un nombre accru d'importants indices boursiers européens.

Les relations commerciales avec Philips demeurent excellentes. Atos Origin est l'un des partenaires informatiques privilégiés de Philips. L'activité avec ce client, l'un des plus importants du Groupe, repose sur de nombreux contrats et accords commerciaux à dates d'échéance différentes, dont 60 % sont liés aux activités d'infogérance. L'étroite coopération et la confiance entre les deux sociétés ont été renforcées par la récente prolongation de leur partenariat mondial jusqu'en 2008. Ce partenariat repose sur une solide compréhension de la stratégie de Philips et sur la fourniture

de solutions à valeur ajoutée et d'expertise métier. Pour appuyer cet accord à long terme, Atos Origin continuera à faire preuve d'innovation, de flexibilité, de transparence et de pro-activité en offrant à Philips des services de qualité à l'échelle mondiale.

CONSEIL DE SURVEILLANCE ET GOUVERNANCE

Lors de l'assemblée générale des actionnaires qui s'est tenue en juin dernier, Alain Le Corvec s'est retiré du Conseil de Surveillance et je tiens à le remercier du soutien qu'il a apporté au Groupe. Diethart Breipohl a été nommé membre du Conseil. Il siège au Directoire d'Allianz et au Conseil de Surveillance de KarstadtQuelle.

Gerard Ruizendaal a démissionné de ses fonctions au sein du Conseil suite à la cession par Philips de sa participation dans Atos Origin, et je tiens également à le remercier des nombreux services qu'il a rendus au Groupe. Le Conseil de Surveillance d'Atos Origin compte à présent sept membres.

PERSPECTIVES POUR LE RESTE DE L'ANNÉE 2005

En 2005, le Groupe Atos Origin va continuer de se focaliser sur la croissance organique, tout en s'assurant de la bonne exécution des grands contrats et de la fourniture à ses clients de services de haute qualité.

Sur la base d'une reprise claire du secteur, de l'apport continu de nouveaux contrats annoncés depuis le début du second semestre 2004 et du bon niveau du carnet de commandes pour le second semestre 2005, et en incluant l'extension du partenariat AtosEuronext, le Groupe anticipe désormais une croissance organique de son chiffre d'affaires annuel d'au moins 8% en 2005 à périmètre et taux de change constants.

La rentabilité accrue des nouveaux contrats et la poursuite de la rationalisation initiée en 2004 dopera la rentabilité du Groupe ; je confirme que nous tablons sur une marge opérationnelle comprise entre 7,5% et 8,0% pour 2005.

Pour le second semestre, nous visons une réduction significative du besoin en fonds de roulement. En conséquence, l'endettement net devrait être ramené autour de 200 millions d'euros d'ici la fin de l'exercice.

Nous comptons par ailleurs finaliser notre programme de cession d'activités.

RAPPORT D'ACTIVITÉ

AVERTISSEMENTS

Le Groupe présente pour la première fois ses résultats financiers selon les normes IFRS. Dans le but de rendre comparable l'information financière intégrant désormais les normes IFRS, la période comptable de l'exercice 2004, est présentée en base pro forma selon les normes IFRS. Les tableaux pro forma du compte de résultat et de trésorerie pour la période de 6 mois close le 30 juin 2004 ainsi que le bilan au 31 décembre 2004 ont été préparés en conformité avec les normes comptables IFRS appliquées par Atos Origin. La réconciliation des résultats financiers 2004 entre les normes comptables françaises et normes IFRS, tout comme les informations sectorielles par ligne de services et zone géographique, sont présentées respectivement ci-après dans les chapitres « Informations sectorielles » et les « Tableaux de passage des principes français aux principes IFRS sur les états de synthèse » dans la section « Résultats Financiers » de ce document.

D'autre part, suite à la réorganisation du Groupe Sema et la compilation de données financières comparatives pour 2004, Atos Origin est capable, une fois de plus, de publier séparément les résultats de ses lignes de services « Conseil » et « Intégration de Systèmes ».

PERFORMANCE OPÉRATIONNELLE

La norme IAS 1 requière une séparation entre la performance opérationnelle sous-jacente (la marge opérationnelle) et les produits et charges inhabituels et peu fréquents (autres produits et charges opérationnels) qui sont présentés individuellement avant le résultat opérationnel dans le compte de résultat.

(en millions d'euros)	6 mois clos le 30 juin 2005	% de rentabilité	6 mois clos le 30 juin 2004	% de rentabilité	% de croissance	% de croissance organique
Chiffre d'affaires	2 725		2 622		+4,0%	+8,1%
Marge opérationnelle	183,1	6,7%	165,7	6,3%	+11%	+18%
Autres produits et charges opérationnels	13,1		-88,2			
Résultat opérationnel	196,3	7,2%	77,6	3,0%	+153%	+148%

Le Groupe a atteint une marge opérationnelle de 183,1 millions d'euros au premier semestre de 2005, soit 6,7% du chiffre d'affaires, comparée aux 165,7 millions d'euros, soit 6,3% du chiffre d'affaires à la même période de l'exercice précédent. Les autres produits et charges opérationnels contiennent principalement le produit de cession de 53 millions d'euros lié à la cession des activités nordiques et une charge globale de réorganisation et rationalisation de 36 millions d'euros, ce qui permet au Groupe d'afficher un résultat opérationnel de 196,3 millions d'euros au premier semestre 2005, comparé aux 77,6 millions d'euros au premier semestre 2004. Le montant de la période 2004 incluait une charge de 74 millions d'euros liée à la restructuration des activités de Sema, qui était présentée précédemment comme un élément exceptionnel.

CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires du Groupe pour le premier semestre 2004 s'élevait à 2 653 millions d'euros selon les principes comptables français. Pour la première fois en 2005, le Groupe présente ses résultats selon les normes comptables IFRS. De ce fait, le Groupe a éliminé le chiffre d'affaires « achat-revente » sans marge qui s'élevaient à 31 million d'euros au premier semestre 2004 et qui est principalement lié aux redevances télématiques de la Division Atos Worldline en France. Pour le premier semestre 2005, le Groupe a reporté un chiffre d'affaires de 2 725 millions d'euros, soit une hausse de 4,0% par rapport au chiffre d'affaires comparatif pro forma du premier semestre 2004 selon le tableau ci-après :

> RAPPORT D'ACTIVITÉ

(en millions d'euros)	6 mois clos le 30 juin 2005	6 mois clos le 30 juin 2004	% de croissance
Reporté au S1 2004		2 653	
Impact IFRS		-31	
Croissance statutaire	2 725	2 622	+4,0%
Cessions		-88	
Variation des taux de change		-14	
Croissance organique (*)	2 725	2 520	+8,1%

(*) Croissance organique à périmètre et taux de change constants

Au deuxième semestre 2004, le Groupe a cédé un certain nombre d'activités, principalement les activités de Cellnet aux Etats-Unis, lesquelles représentaient un chiffre d'affaires de 88 millions d'euros sur la période comparative 2004. Les variations des taux de change, liées principalement à la livre sterling, se traduisent par un impact négatif d'environ 14 millions d'euros en base annuelle comparable. Après ajustement lié aux cessions des douze derniers mois et à taux de change constants, le Groupe a généré une croissance organique de 8,1%.

Cette performance s'explique principalement par le flux régulier de commandes et le renouvellement réussi des contrats clés depuis mi-2004, grâce à la taille accrue et au profil du nouveau groupe et à la nouvelle stratégie « Go-to-Market » mise en place l'année dernière.

Le rapport prises de commande sur facturations a atteint 139% au cours du premier semestre 2004. Ce chiffre inclut l'important renouvellement du contrat avec le Department for Work and Pensions au Royaume-Uni d'un minimum de 750 millions d'euros sur 7 ans et qui pourrait atteindre jusqu'à 1,2 milliard d'euros sur une période de 12 ans si les options d'extension de contrat sont adoptées. Le contrat avec Renault a été reconnu au premier trimestre et celui avec LCH-Clearnet au deuxième trimestre. L'extension de contrat avec le Comité Olympique et l'élargissement du partenariat avec Euronext contribueront au carnet de commandes dans la deuxième partie de l'année.

Le programme Grands comptes 2004 a été mis en place auprès de 30 clients majeurs et représente maintenant plus de 50% du chiffre d'affaires consolidé du premier semestre, en croissance de 20% au cours de la période. Avec les 70 autres clients suivants, le Groupe a établi une stratégie « Go to market » focalisée globalement sur 100 clients, lesquels construisent la croissance organique du Groupe et représentent près de 70% du chiffre d'affaires total.

La performance du chiffre d'affaires par **ligne de services** a été la suivante :

(en millions d'euros)	6 mois clos le 30 juin 2005	6 mois clos le 30 juin 2004	% de croissance	% de croissance organique	% du chiffre d'affaires 2005
Conseil	227	201	+12,6%	+13,6%	8%
Intégration de Systèmes	1 134	1 067	+6,3%	+8,5%	42%
Infogérance	1 364	1 354	+0,8%	+7,0%	50%
Total	2 725	2 622	+4,0%	+8,1%	100%

Chacune des trois lignes de services affiche une bonne croissance organique du chiffre d'affaires.

La division **Conseil** a connu une amélioration de son taux de croissance organique durant le premier semestre, en hausse de 13,6%. Cette performance résulte des effets positifs de volume, de prix et de bonus sur les projets, et montre que le Groupe retire pleinement avantage de l'acquisition de KPMG Consulting en 2002. L'augmentation de la demande sur le segment du Conseil est un réel indicateur de la reprise du marché, ce qui permet au Groupe d'attendre des bénéfices futurs de la part d'Atos Euronext Market Solutions au Royaume-Uni.

Le chiffre d'affaire dans le secteur de l'**Intégration de Systèmes** a connu une croissance organique de 8,5% au premier semestre, qui confirme la tendance haussière déjà visible en 2004. Cette performance représente la première croissance semestrielle depuis plus de deux ans. Le Groupe avait observé l'an passé une tendance très claire à la baisse de la décroissance trimestre après trimestre et le premier semestre 2005 montre clairement que cette ligne de service a retrouvé le chemin de la croissance. Cette croissance est essentiellement portée par une augmentation des volumes, les prix restant globalement stables. Le Groupe a particulièrement augmenté la part du chiffre d'affaires récurrent dans ce segment d'activité au travers de contrats de maintenance applicative.

Après retraitement des cessions d'activité, principalement Cellnet aux Etats-Unis, la croissance organique de l'activité **Infogérance** s'élève à 7,0%, bénéficiant du flux continu de signatures au cours de l'année dernière. Après avoir enregistré une croissance organique soutenue de 9,0% au premier trimestre, la plus faible croissance de 5,1% au second trimestre est principalement due à l'arrêt prévu au début du trimestre d'un contrat annuel non renouvelable et entièrement sous-traité portant sur un centre d'appels au Royaume-Uni. Ce contrat représente une perte de 90 millions d'euros à partir de mai 2005 en base annualisée. L'impact négatif sur la croissance de la ligne de service s'élève à 2,6 points au cours du premier semestre 2005, mais sera compensé au cours du deuxième semestre par l'extension du partenariat avec Euronext Liffe.

La performance du chiffre d'affaires par **zone géographique** était la suivante :

(en millions d'euros)	6 mois clos le 30 juin 2005	6 mois clos le 30 juin 2004	% de croissance	% de croissance organique	% du chiffre d'affaires 2005
France	731	693	+5,6%	+5,6%	27%
Royaume Uni	588	606	-3,1%	-1,3%	22%
Pays-Bas	508	476	+6,8%	+6,8%	19%
Allemagne et Europe Centrale	273	141	+94,3%	+94,2%	10%
Autres EMEA	467	473	-1,1%	+0,0%	17%
Amériques	93	164	-43,6%	+2,7%	3%
Asie-Pacifique	65	69	-5,8%	+11,9%	2%
Total	2 725	2 622	+4,0%	+8,1%	100%

L'Europe demeure la principale base opérationnelle du Groupe, générant 93% du chiffre d'affaires total.

A l'échelle régionale, le chiffre d'affaires en **France** affiche une hausse de 5,6%, représentant une croissance de 9,4% au second trimestre après une croissance de 1,8% au cours du premier trimestre, bénéficiant d'une forte performance des activités conseil et intégration de systèmes, en particulier grâce au nouveau contrat avec Renault. Les activités d'infogérance ont de la même manière enregistré une croissance plus forte qu'au premier trimestre, un certain nombre de nouveaux contrats ayant finalisé leur phase de transition et démarré une activité récurrente au cours du deuxième trimestre de la période.

Les **Pays Bas** ont de leur côté généré une bonne croissance organique de +6,8%. Le **Royaume-Uni** a été capable de compenser la fin d'un contrat (expliqué ci-dessus) par la signature de nouveaux contrats, particulièrement dans le Secteur Public. Le Royaume-Uni va bénéficier au second semestre du développement du partenariat AtosEuronext, incluant le Liffe Exchange, dans les activités d'infogérance.

L'activité en **Allemagne et Europe Centrale** affiche une remarquable croissance de 94%, principalement liée au contrat KarstadtQuelle et Eplus. Au sein des pays composant le « **Reste du EMEA** », le mouvement encourageant d'activité se confirme en Italie et en Espagne, alors que le Moyen-Orient reste encore affecté par l'instabilité politique dans la région. L'activité de la région scandinave a décliné durant la période transitoire de cession.

En **Amérique du Nord**, le Groupe a cédé plus la moitié de ses activités en 2004 mais l'activité restante affiche de nouveau une croissance organique saine et s'est établie à 12% au premier semestre.

En **Amérique du Sud**, le chiffre d'affaires est demeuré globalement stable mais le Groupe compte toujours trop de petites entités héritées du Groupe Sema et des plans d'actions complémentaires ont été lancés afin de rationaliser ces opérations. Le Groupe a vendu ses activités au Pérou et au Venezuela. En parallèle, le Groupe a construit avec succès une infrastructure de support offshore au Brésil, ce qui fait partie de sa stratégie d'approvisionnement global.

La région **Asie-Pacifique** a enregistré une forte croissance organique de 11,9% au premier semestre 2005, principalement en infogérance. A la suite d'investissements réalisés dans un centre de traitement « state-of-the-art » à Hong Kong, le Groupe espère capturer de nouveaux contrats d'infogérance dans la région.

MARGE OPÉRATIONNELLE ET RENTABILITÉ

Au premier semestre 2004, le Groupe avait publié un résultat d'exploitation de 158,3 millions d'euros selon les règles comptables françaises (French GAAP). En normes IFRS, le Groupe a constaté certains retraitements, principalement liés au non-amortissement des pertes actuarielles sur les retraites au titre de l'exercice 2004 et à des coûts de transition et de transformation durant la phase initiale de contrats d'infogérance. La réconciliation des états financiers entre les règles comptables françaises et les normes IFRS pour les six mois clos au 30 juin 2004 est présentée ci-après dans la section « Résultats Financiers » de ce document.

> RAPPORT D'ACTIVITÉ

Selon les normes IFRS, la marge opérationnelle du Groupe pour le premier semestre clos de 2005 s'établissait à 183,1 millions d'euros, comparée à une marge opérationnelle sous IFRS de 165,7 millions d'euros au premier semestre 2004, en hausse de 11%.

(en millions d'euros)	6 mois clos le 30 juin 2005	6 mois clos le 30 juin 2004	% de croissance
Publiée au S1 2004		158,3	
Impact IFRS		7,4	
Croissance statutaire	183,1	165,7	+11%
Cessions		-10,4	
Variation des taux de change		-0,7	
Croissance organique (*)	183,1	154,7	+18%

(*) Croissance organique à taux et périmètre constants.

Après ajustements des cessions intervenus sur les douze derniers mois et à taux de change constants, le Groupe a généré une croissance organique de la marge opérationnelle de +18%. Après exclusion des activités nordiques vendues à fin juin 2005, la croissance organique de la marge opérationnelle des opérations courantes s'établissait à +21%.

La performance de la marge opérationnelle par **ligne de services** était la suivante :

(en millions d'euros)	6 mois clos le 30 juin 2005 (*)	% de rentabilité	6 mois clos le 30 juin 2004 (*)	% de rentabilité	% rentabilité organique	% de croissance	% de croissance organique
Conseil	33,9	14,9%	13,0	6,4%	6,5%	+161%	+162%
Intégration de Systèmes	65,7	5,8%	65,1	6,1%	6,3%	+1%	-0%
Infogérance	113,6	8,3%	122,4	9,0%	8,7%	-7%	+2%
Structures Groupe	-30,0	-1,1%	-34,9	-1,3%	-1,4%	+14%	+14%
Total	183,1	6,7%	165,7	6,3%	6,1%	+11%	+18%

(*) Avant allocation des coûts centraux classés en Structures Groupe

Le taux de marge opérationnelle du premier semestre 2005 s'élevait à 6,7% en normes IFRS, comparé au taux pro forma du premier semestre 2004 de 6,3%. En base organique, le taux de marge opérationnelle du premier semestre 2005 s'est amélioré de 0,6 points comparativement au taux du premier semestre 2004.

Cela illustre le principal défi du premier semestre de 2005, à savoir de compenser la marge opérationnelle des activités cédées par les bénéfices des actions de réorganisation entreprises depuis 2004, et ce simultanément en investissant dans de nouveaux contrats à marge plus faible, en intégrant de significatifs renouvellements de contrats, en appliquant une politique comptable prudente et en maintenant une gestion des risques effective dans l'exécution des contrats. En conséquence, le taux de marge opérationnelle pour la période s'établissait 6,7%, en ligne avec les prévisions du Groupe, tout en s'améliorant de 5,7% au premier trimestre à 7,7% au deuxième trimestre.

En ce qui concerne la saisonnalité, le début de l'exercice est impacté par une réduction contractuelle du chiffre d'affaires relatif à un certain nombre de contrats à long-terme, dans le cadre desquels le Groupe a accepté de partager ses bénéfices avec le client. Le début de période est aussi impacté par l'augmentation globale des salaires, laquelle s'établissait autour de 2% en 2005 et a représenté un impact négatif de 1,2 points de marge.

L'amélioration du taux de marge constatée au cours des deux premiers trimestres de la période se prolongera pendant la deuxième partie de l'exercice principalement grâce à l'amélioration de la performance opérationnelle notamment au travers des restructurations d'effectifs et à une meilleure utilisation, le remplacement des sous-traitants par des effectifs internes, la regroupement des centres de production et des locaux, la rationalisation des autres coûts indirects, la réduction du coût des structures du Groupe et la cession des activités sous performantes et non-stratégiques. Un gain de performance pourra par ailleurs être obtenu par l'atteinte d'une taille critique dans des pays tels que l'Allemagne.

La marge de l'activité **Conseil** a bondi de 6,4% au premier semestre 2004 à un exceptionnel 14,9% au premier semestre 2005. La marge s'est fortement redressée comparativement à son niveau le plus bas observé en 2002 lors du ralentissement économique. Les activités de Conseil ont bénéficié d'une forte croissance de la demande, entraînant quelques hausses de prix, et de l'attribution de primes sur projets.

L'efficacité opérationnelle est restée stable par rapport à décembre 2004 avec une taux d'utilisation (ratio heures facturées sur heures travaillées – y compris absences maladie et formation et hors congés) de 75% malgré une hausse nette des effectifs. Le taux d'attrition reste à un niveau adéquat étant donné la croissance de l'activité.

Dans l'activité **Intégration de Systèmes**, le taux de marge a diminué à 5,8% au premier semestre 2005 pour les raisons mentionnées précédemment. L'érosion à court terme de la marge a été le résultat de l'application de politiques comptables prudentes lors des phases de transition et de démarrage des nouveaux projets, en ligne avec le programme de gestion des risques, et des plans d'actions destinés à minimiser l'impact continu d'un nombre réduit d'anciens contrats à perte provenant du Groupe Sema. Globalement, l'impact négatif a été estimé à 0,5% de marge sur la période. Néanmoins, ces activités vont bénéficier de la restructuration des effectifs ainsi que de l'extension du plan d'action destiné à réduire les coûts indirects et le nombre de sous-traitants. Depuis le premier semestre 2004, ce segment a également bénéficié d'une stabilité des prix et d'une volatilité ralentie. Les taux d'utilisation se maintiennent au niveau de 81%, similaire à celui de décembre 2004.

Le Groupe a maintenu une marge raisonnable dans sa division **Infogérance** à 8,3%, comparativement au taux de marge organique de 8,7% du premier semestre 2004, notamment grâce aux gains de productivité en France et aux Pays-Bas, ainsi qu'à la bonne performance de l'activité Atos Worldline. L'érosion de la marge au premier semestre par rapport au deuxième semestre 2004 résulte des nouveaux contrats et des nombreux renouvellements de contrats, initialement à marges inférieures, de l'impact de la cession de l'activité BPO de Cellnet laquelle générait une marge supérieure à la moyenne du Groupe, et de la fin d'un contrat annuel au Royaume-Uni. Néanmoins, le Groupe s'attend à ce que les marges dans ce secteur s'améliorent considérablement au deuxième semestre suite à la cession de ses activités nordiques, à la rationalisation des locaux et de la capacité des centres de production ainsi qu'à une utilisation plus élevée des ressources « near-shore » et « off-shore ».

Les **coûts centraux** ont été réduit à nouveau de 14%. En excluant les structures globales du Conseil, de l'Intégration de Systèmes et d'Infogérance, lesquelles représentent environ 0,2% du chiffre d'affaires, les coûts centraux représentent aujourd'hui 1,0% du chiffre d'affaires du Groupe, en ligne avec les objectifs stratégiques du Groupe.

La marge opérationnelle par **zone géographique** était la suivante :

En 2004, première année de fusion avec le Groupe Sema, les principaux pays du Groupe que sont la France, le Royaume-Uni et les Pays-Bas avaient fait des efforts considérables pour restaurer les marges à des niveaux supérieurs à la moyenne du Groupe. La marge opérationnelle de ces trois pays affichait globalement un croissance organique de 3% au premier semestre 2005 et représentait 77% de la marge opérationnelle totale avant coûts centraux. Le taux de marge moyen de ces trois pays ressortait à 9,0% au premier semestre, soit 1,2 points au-dessus de la moyenne du Groupe avant coûts centraux.

En 2005, deuxième année après l'acquisition, l'attention a été porté sur les pays de taille moyenne que sont l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie et les autres pays constituant la zone EMEA. La marge opérationnelle de ces pays affichait une croissance organique de 63% au premier semestre et représentait 23% de la marge opérationnelle totale avant coûts centraux. Le taux de marge moyen de ces autres pays s'élevait à 5,4% au premier semestre, soit 2,4 points en-dessous de la moyenne du Groupe avant coûts centraux.

(en millions d'euros)	6 mois clos le 30 juin 2005 (*)	% de rentabilité	6 mois clos le 30 juin 2004 (*)	% de rentabilité	% rentabilité organique	% de croissance	% de croissance organique
France	56,5	7,7%	52,1	7,5%	7,5%	+8%	+8%
Royaume-Uni	48,8	8,3%	48,4	8,0%	8,0%	+1%	+3%
Pays-Bas	59,4	11,7%	60,1	12,6%	12,6%	-1%	-1%
Allemagne et Europe Centrale	15,4	5,6%	0,6	0,4%	0,4%	+2461%	+2411%
Autres EMEA	26,8	5,7%	24,4	5,2%	5,1%	+10%	+12%
Amériques	0,7	0,7%	6,7	4,1%	-2,8%	-90%	+126%
Asie-Pacifique	5,6	8,6%	8,2	11,9%	13,1%	-32%	-27%
Structures Groupe	-30,0	-1,1%	-34,9	-1,3%	-1,4%	+14%	+14%
Total	183,1	6,7%	165,7	6,3%	6,1%	+11%	+18%

(*) Avant allocation des coûts centraux classés en Structures Groupe

L'ensemble des pays et des régions phares du Groupe ont continué à générer une marge opérationnelle positive.

La France, le Royaume-Uni et les Pays-Bas qui bénéficient d'un effet de masse critique, ont globalement maintenu leur marge opérationnelle, compensant ainsi l'intégration des nouveaux contrats et des renouvellements de contrats par les mesures de réduction des coûts au cours de l'année précédente.

L'Allemagne et les pays d'Europe Centrale ont augmenté de manière significative leur marge opérationnelle et leur taux de rentabilité. Cette forte progression n'est pas seulement liée au flux de nouveaux contrats mais également à la réorganisation générale de la région.

Les autres pays de la zone **EMEA** ont connu une hausse organique de leur taux de marge de 0,6 points, même si cette région a été touchée négativement par le ralentissement de l'activité au Moyen-Orient. Un grand nombre des pays composant la zone EMEA n'ont pas encore atteint leur taille critique. Cependant, ils ont bénéficié de l'impact positif de l'acquisition de Sema et des plans d'actions spécifiques pour améliorer leur rentabilité. Presque tous les pays européens de la région ont vu une amélioration de leur rentabilité à l'exception des activités nordiques, qui ont été impactées par le processus de cession.

La diminution de la marge opérationnelle en **Amérique du Nord** et en **Amérique du Sud** est principalement liée aux cessions d'activités. Néanmoins, la marge opérationnelle dans cette région a progressé de 126% en base organique et le taux de rentabilité a augmenté de 3,5 points, passant d'une situation négative au seuil de rentabilité. La région **Asie-Pacifique** a maintenu un bon taux de rentabilité au premier semestre 2005, à 8,6%.

ACTIVITÉ PAR TRIMESTRE

(en millions d'euros)	1 ^{er} trimestre 2005	2 ^{ème} trimestre 2005	1 ^{er} semestre 2005
Chiffre d'affaires	1 356	1 370	2 725
% de croissance	+5,0%	+2,9%	+4,0%
% de croissance organique (*)	+9,1%	+7,2%	+8,1%
Résultat opérationnel	77,8	105,4	183,1
% de rentabilité	5,7%	7,7%	6,7%

(*) A périmètre et taux de change constant

Le chiffre d'affaires publié représente une hausse organique de 7,2% au deuxième trimestre 2005 après une hausse de 9,1% au premier trimestre. C'est la quatrième hausse trimestrielle consécutive, ce qui confirme non seulement une amélioration générale des conditions du marché, mais également le succès du Groupe tant du point de vue opérationnelle qu'en termes d'intégration des acquisitions.

Le contrat KarstadtQuelle a démarré au dernier trimestre 2004 et en conséquence, n'aura pas d'impact sur la croissance au quatrième trimestre de l'exercice 2005. En 2004, un important client britannique a demandé au Groupe de gérer un contrat d'un an relatif à un centre d'appel dans le secteur public, contrat entièrement sous-traité. Ce contrat s'est terminé en avril 2005. De ce fait, la croissance du chiffre d'affaire a été légèrement inférieure au deuxième trimestre par rapport au premier. La fin prévue de ce contrat représente une perte en base annuelle de 90 millions d'euros sur le chiffre d'affaires à partir de mai 2005. La performance enregistrée au cours du premier semestre 2005 est parfaitement en ligne avec le budget préparé en base trimestrielle et le Groupe va bénéficier du complément d'activité avec Euronext.Liffe au cours de la seconde moitié de l'exercice 2005.

La marge opérationnelle pour la période s'est établie à 6,7%, encore une fois, en ligne avec les prévisions du Groupe, avec une forte amélioration de 5,7% au premier trimestre à 7,7% au deuxième.

ACTIVITÉ PAR SECTEUR DE MARCHÉ

Consécutivement à la fusion, le Groupe dispose désormais d'une présence bien équilibrée sur ses segments de marché ciblés, sans surexposition à un marché donné. Le Groupe Sema et Atos Consulting (ex KPMG Consulting) ont notamment renforcé l'implantation du Groupe dans le secteur public, l'énergie et les transports. En Europe, le principal moteur de la reprise dans le secteur des services technologiques a clairement été le secteur public. Les télécommunications et la grande distribution affichent néanmoins une tendance positive.

(en millions d'euros)	6 mois clos le 30 juin 2005	6 mois clos le 30 juin 2004	% de croissance	% de croissance organique	% du chiffre d'affaires 2005
Secteur et Services Publics	722	736	-1,9%	+9,6%	26%
Télécoms et Médias	512	478	+7,1%	+8,4%	19%
Services Financiers	473	511	-7,4%	-6,4%	17%
Industries de composants et manufactures	344	341	+1,0%	+2,2%	13%
Distribution	265	204	+29,5%	+79,3%	10%
Industries de transformation	214	150	+43,1%	+6,6%	8%
Transport	129	124	+3,8%	+6,2%	5%
Autres	67	78	-14,7%	-13,9%	2%
Total	2 725	2 622	+4,0%	+8,1%	100%

Le Groupe a renforcé sa position dans le **secteur public et les services publics** (26% du chiffre d'affaires du Groupe), en croissance organique de 10% après ajustements liés aux cessions (principalement Cellnet dans les services publics), grâce à de nouveaux contrats signés auprès des ministères français, hollandais et britannique. Le Groupe estime que l'infogérance du secteur public en Europe continuera de croître de façon significative.

Le Groupe a également renforcé sa présence dans le secteur des **télécommunications** et des **médias** qui représente 19% du chiffre d'affaires du Groupe, en croissance organique de plus de 8%. En 2004, ces marchés ont commencé à bénéficier de nouveaux investissements dans les infrastructures des télécommunications. L'acquisition du Groupe Sema a donné au Groupe Atos Origin une position de leader en Europe dans le secteur des télécommunications où le nouveau Groupe est capable de mettre à profit l'expérience de Sema sur le marché des systèmes de facturation, des plates-formes de messagerie, de la relation-clients (CRM), et des applications pour les cartes SIM. Le Groupe a bénéficié de nouveaux contrats avec E-plus, Telecom Italia, Contrado (KPN) ou Bouygues Telecom.

Le secteur des **services financiers** (17% du chiffre d'affaires du Groupe) est encore impacté par les pressions sur les prix et les volumes. Le marché des services financiers reste cependant important malgré plusieurs années de retard dans les dépenses informatiques. Le nouvel environnement en matière de régulation tel que Basel II, Sarbanes-Oxley, Solvency II et le passage aux normes IFRS a supporté la demande pour les services informatiques en France et aux Pays-Bas principalement. La deuxième partie de l'exercice bénéficiera de l'extension d'Atos Euronext Market Solutions, laquelle contribuera au retour à la croissance organique et ouvrira l'accès au marché de capitaux.

Le secteur des **industries de composants et manufactures** (13% du chiffre d'affaires du Groupe) a enregistré une hausse générale de 2%, incluant une baisse limitée de 8% sur le compte Philips, compensée par une activité accrue avec Renault Nissan.

La **distribution** représente désormais 10% du chiffre d'affaires du Groupe après avoir enregistré une croissance organique significative de 79%, principalement grâce au nouveau contrat signé avec KarstadtQuelle en septembre 2004.

Les **industries de transformation** (8% du chiffre d'affaires du Groupe) ont augmenté de 7% grâce aux bons résultats avec nos clients du secteur pharmaceutique, chimique, du gaz et du pétrole.

Le secteur **transport** représente 5% du chiffre d'affaires du Groupe en croissance organique de 6%. Ce chiffre inclut des clients clés au Royaume-Uni tel que Network Rail avec lequel le Groupe a signé un contrat additionnel de 5 ans en juillet 2005.

PARTS DE MARCHÉ ET CONCURRENTS

Selon Gartner, sur la base du chiffre d'affaires 2004, Atos Origin se place aujourd'hui au cinquième rang européen des sociétés de services informatiques. Le classement d'Atos Origin en termes de parts de marché des services informatiques en Europe s'établissait comme suit :

Classement en Europe	Compétiteurs en Europe	Chiffre d'affaires 2004 (a) en Europe	Part de marché en Europe
1	IBM	9 943	8,7%
2	EDS	5 308	4,6%
3	Accenture	5 150	4,5%
4	T-Systems	4 890	4,3%
5	Atos Origin	4 807	4,2%
6	Capgemini	4 691	4,1%
7	BT	3 877	3,4%
8	Computer Sciences Corporation (CSC)	3 390	3,0%
9	Siemens Business Services	2 653	2,3%
10	Fujitsu	2 387	2,1%
11	Hewlett-Packard	2 000	1,7%
12	LogicaCMG	1 951	1,7%
Taille du marché en Europe		114 553	44,6%

Source: Information de la société – Enquête de Gartner du mois d'août 2005 (chiffres publiés en USD)

(a) En millions d'euros, sur la base du chiffre d'affaires des Services Professionnels incluant les activités de Conseil (Conseil pour Atos Origin), de Développement et d'Intégration (Intégration de Systèmes pour Atos Origin), d'IT Management (Infogérance pour Atos Origin) et Process Management (Services en Ligne et BPO pour Atos Origin), mais excluant les activités de Support et de Maintenance des matériels informatiques et logiciels.

Selon Gartner, sur la base de la taille du marché 2004 des dépenses externes en services professionnels informatiques, le classement d'Atos Origin et de ses concurrents, ainsi que les parts de marché par pays en Europe s'établissent comme suit :

Pays	Taille du marché (en millions d'euros)	Atos Origin Part de marché	Classement	Leader du Marché
France	14 768	9,5%	2	Capgemini
Royaume-Uni	38 469	3,2%	9	British Telecom
Pays-Bas	7 637	12,9%	1	Atos Origin
Allemagne	20 121	1,4%	12	T-Systems
Italie	8 661	3,2%	7	IBM
Espagne	5 823	4,2%	4	IBM

Source: Information de la société – Enquête de Gartner du mois d'août 2005 (chiffres publiés en USD)

REVUE FINANCIÈRE

Les informations financières suivantes sont comparées aux résultats d'Atos Origin en 2004 retraités sous IFRS afin de présenter aux actionnaires la performance du bénéfice net par action sous-jacente.

COMPTE DE RÉSULTAT ET BÉNÉFICE PAR ACTION

Le Groupe a reporté un résultat net (Part du Groupe) pour le premier semestre de 2005 de 121 millions d'euros, en hausse de 328% par rapport à la même période de l'année précédente. La profitabilité nette passe ainsi de 1,1% au premier semestre 2004 à 4,5% au premier semestre 2005.

(en millions d'euros)	6 mois clos le 30 juin 2005	% de rentabilité	6 mois clos le 30 juin 2004	% de rentabilité	% de croissance
Marge opérationnelle	183,1	6,7%	165,7	6,3%	+11%
Autres produits et charges opérationnels	13,1		-88,2		
Résultat opérationnel	196,3	7,2%	77,6	3,0%	+153%
Résultat financier	-32,2		-19,2		
Charge d'impôt	-39,1		-26,6		
Intérêts minoritaires	-3,7		-3,5		
Résultat net retraité – Part du Groupe (*)	105,2	3,9%	76,3	2,9%	+38%
Résultat net – Part du Groupe	121,3	4,5%	28,3	1,1%	+328%
Nombre moyen pondéré d'actions	67 051 174		64 701 248		
Nombre moyen pondéré dilué d'actions (**)	67 647 280		65 185 705		
Résultat net retraité par action	1,57		1,18		+33%
Résultat net retraité dilué par action	1,56		1,17		+33%
Résultat net par action	1,81		0,44		+313%
Résultat net dilué par action	1,79		0,43		+313%

(*) Basé sur le résultat net -Part du Groupe avant éléments inhabituels et peu fréquents (net d'impôt)

(**) Avec impact dilutif seulement

Autres produits /charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels représentent les produits et charges inhabituels, anormales et non-fréquents, tels que les définit par la norme IAS 1. Le montant positif au premier semestre 2005 de 13 millions d'euros inclut une charge de 36 millions d'euros pour réorganisation et rationalisation (28 millions d'euros pour les effectifs et 8 millions d'euros pour les locaux et centres de production), une perte de 9 millions d'euros sur de tests de juste valeur des actifs à long terme et une charge liée aux options de souscription d'actions de 7 millions d'euros, neutralisées par 52 millions de euros de produits de cessions d'actifs, principalement liés à la cession des activités nordiques, et d'une reprise nette de surplus de provisions pour 14 millions d'euros. Au sein de ce montant, 17 millions d'euros sont liés à des reprises de provisions initialement comptabilisées en bilan d'ouverture du Groupe Sema et d'Origin, la reprise ayant pu être effectuée grâce à la bonne exécution des contrats, au résultat définitif d'audits des impôts et à la résolution positive de litiges.

Le montant de 88 millions d'euros en 2004 incluait principalement des coûts de réorganisation, rationalisation et intégration pour 74 millions d'euros et 12 millions d'euros de charges liées aux options de souscription d'actions.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel a ainsi atteint 196 millions d'euros au premier semestre de 2005, en hausse de +153% par rapport à l'année dernière. Le résultat opérationnel représente 7,2% du chiffre d'affaires du premier semestre 2005 comparé à 3,0% l'année dernière.

Résultat financier

Suite à la signature d'une nouvelle facilité de crédit en mai 2005, le montant résiduel des commissions du précédent crédit syndiqué capitalisées sur la durée du crédit a été passée en charge à caractère exceptionnel pour 7 millions d'euros sur la période. Le résultat financier inclut aussi une dépréciation d'un actif financier non courant pour 7 millions d'euros, une charge de 2 millions d'euros provenant d'actualisation de provisions long-terme et 2 millions d'euros liés à la variation des taux de change et des opérations de couverture.

Le coût de l'endettement financier net s'élevait à 16 millions d'euros au premier semestre 2005. Sur la base d'un endettement net moyen de 568 millions d'euros au cours du semestre, le coût moyen de l'endettement s'élevait à 5,3% comparé à 5,0% en 2004.

Le coût de l'endettement financier net était couvert à près de 12 fois par la marge opérationnelle. Ceci se compare de façon positive avec le niveau de couverture requis par les engagements financiers du Groupe qui ne doit pas être inférieur à 4 selon les termes du nouveau crédit syndiqué signé en mai 2005.

Impôts sur les résultats

La charge d'impôts en 2004 s'élevait à 39 millions d'euros. Le taux d'impôt effectif était de 31,6% du résultat avant-impôt, en légère augmentation par rapport au taux de 28,5% pour l'année 2004, de par :

- La disparité des pays, certains générant des profits, d'autres n'étant pas profitables après coûts de restructuration,
- Le fait que l'impact positif lié aux fusions légales n'a généré d'effet qu'à partir du second semestre de l'exercice 2004 seulement.

Ce taux exclut le significatif produit de cession des activités nordiques, lequel n'avait qu'un effet d'impôt limité.

Intérêts minoritaires

Les intérêts minoritaires sont constitués de participations détenues en partenariat, telles qu'Atos Euronext (50%) et Atos Origin Worldline Processing Services en Allemagne (42%).

Bénéfice par action

Sur la base d'un nombre moyen pondéré d'actions de 67 051 174 au cours du premier semestre, le bénéfice net par action en part du Groupe s'est élevé à 1,81 euros, en hausse de +313% par rapport à la même période de l'année dernière.

Sur la base d'un nombre moyen pondéré dilué d'actions de 67 647 280 au cours du premier semestre, le bénéfice net par action en part du Groupe s'est élevé à 1,79 euros, en hausse de +313% par rapport à la même période de l'année dernière.

Le résultat net - Part du Groupe avant éléments inhabituels et non-fréquents (après impôts), comprenant les autres produits et charges opérationnels, la dépréciation d'un actif financier non courant et la charge liée aux frais sur le précédent crédit syndiqué, s'élève à 105 millions d'euros, ce qui représente une hausse de 38% par rapport à la même période de l'exercice précédent. Sur cette base, le bénéfice par action en part du Groupe s'élèvent à 1,57 euros, en hausse de 33% comparé à l'année dernière.

TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE ET ENDETTEMENT NET

Le Groupe a démarré l'exercice avec un endettement net d'ouverture de 492 millions d'euros. La variation de trésorerie issue des opérations d'exploitation atteignait 8,1% du chiffre d'affaires au cours du premier semestre, comparativement à 7,5% et 7,9% respectivement au premier et deuxième semestres de

2004. Cependant la variation du besoin en fonds de roulement était fortement négative de 106 millions d'euros sur la période, provenant principalement des phases de transition et de démarrage d'un certain nombre de nouveaux contrats. De ce fait, Atos Origin n'a généré qu'un flux de trésorerie de 36 millions d'euros de ses opérations courantes au cours de la période, représentant 1,3% du chiffre d'affaires. Le Groupe table sur un redressement lourd du besoin en fonds de roulement au cours de la seconde période de l'exercice, alors que les nouveaux contrats rentreront véritablement en phase opérationnelle.

L'endettement net à fin juin n'a enregistré pratiquement aucun changement par rapport à fin 2004 avant flux de trésorerie issus des investissements financiers nets. En tenant compte du flux de trésorerie des investissements financiers nets, l'endettement net au 30 juin 2005 a chuté à 363 millions d'euros, représentant un ratio d'endettement net sur capitaux propres de 20%, et un ratio de levier financier (endettement net divisé par l'excédent brut opérationnel) de 0,84.

(en millions d'euros)	6 mois clos le 30 juin 2005	6 mois clos le 31 déc. 2004	6 mois clos le 30 juin 2004
Variation de trésorerie issue des opérations d'exploitation (avant réorganisation et bilan d'ouverture)	220,4	208,7	197,2
Impôts payés	1,2	-23,1	-32,0
Variation du besoin en fonds de roulement	-105,7	64,1	28,6
Variation de trésorerie nette issue des opérations d'exploitation	115,9	249,6	193,8
Variation de trésorerie liée aux investissements opérationnels	-81,0	-57,8	-71,7
Produit des cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	0,6	26,5	10,9
Flux de trésorerie des opérations courantes	35,5	218,3	133,0
Réorganisation, rationalisation et intégration	-54,7	-72,3	-69,6
Bilan d'ouverture	-8,5	-7,6	-7,0
Autres variations	15,0	-42,0	-35,6
Flux de trésorerie avant investissements financiers	-12,6	96,4	20,8
Investissements financiers	-17,4	-79,2	-441,6
Produit des cessions financières	158,2	168,1	10,2
Investissements financiers nets	140,8	88,9	-431,4
Flux de trésorerie net	128,1	185,3	-410,6
Endettement net en début de période	491,6	676,9	266,3
Endettement net en fin de période	363,5	491,6	676,9

(*) Les autres variations correspondent aux augmentations de capital, aux dividendes versés aux minoritaires, aux écarts de change, à la participation des salariés français transférée en fonds d'emprunt et intérêts payés, et les intérêts financiers incluant le crédit-bail

Selon la nouvelle présentation en normes IFRS, les impôts payés sur la période ont été séparés du flux de trésorerie issues des opérations d'exploitation et les intérêts payés ont été re-classifiés en « autres variations » au sein du flux de trésorerie net des activités de financement selon le tableau ci-dessus. Les investissements

opérationnels excluent le crédit-bail re-classifié en flux de trésorerie net des activités de financement.

Besoin en fonds de roulement

Faisant suite à une amélioration significative du besoin en fonds de roulement opérationnel en 2004, la variation négative du besoin en fonds de roulement de 106 millions d'euros au cours du premier semestre de 2005 est le résultat cumulé de facteurs saisonniers négatifs, tels que le versement des primes annuelles, et d'une hausse du délai de règlement clients dont le ratio en nombre de jours est passé de 65 jours en 2004 à 70 jours au premier semestre 2005, principalement lié au démarrage d'un certain nombre d'importants nouveaux contrats.

Investissements opérationnels

Les investissements industriels se sont élevés à 81 millions d'euros au premier semestre de 2005, soit 3,0% du chiffre d'affaires, ce qui correspond à l'objectif communiqué au marché de se situer entre 2,5 et 3%. Le Groupe considère que c'est le niveau actuel approprié de dépenses, lequel peut être maintenu dans les années qui suivent.

Réorganisation, rationalisation et intégration

Les décaissements relatifs aux coûts de réorganisation et de restructuration, qui s'élèvent à 55 millions d'euros, correspondent à des frais de restructuration pour 42 millions d'euros et à d'autres dépenses de rationalisation pour 13 millions d'euros. Ces coûts ont été imputés sur les provisions existantes à concurrence de 47 millions d'euros et 8 millions ont été passés directement en charge de la période. D'autre part, 8 millions d'euros ont été décaissés au titre d'ajustements de bilan d'ouverture, principalement liés aux engagements d'achats de licences de logiciels non utilisés.

Autres variations

Les autres variations incluent une augmentation de capital pour 9 millions d'euros, des écarts de conversion positifs pour 27 millions d'euros, compensés en partie par 18 millions d'euros d'intérêts financiers, 1 million d'euros de dividendes payés aux actionnaires minoritaires et 2 millions d'euros d'impact négatif liés aux IAS 32 et 39 sur les instruments dérivés. La participation des employés sera transférée en dette au cours du deuxième semestre.

Investissements financiers nets

En 2005, les décaissements relatifs aux contrats tels que Contrado ou Mundivia, ont été classifiés comme investissements financiers selon la norme IFRS 3 (regroupement d'entreprises) et ont été largement compensés par les produits des cessions des activités nordiques (en deux temps, PA-Konsult au début de la période et le reste des activités nordiques à la fin de la période).

Convenances bancaires

Le Groupe se situe dans le cadre de ses convenances bancaires avec un ratio de levier financier (endettement net divisé par l'excédent brut opérationnel) de 0,84 à fin juin 2005. Le ratio de levier financier consolidé ne doit pas être supérieur à 2,5 selon les termes de la nouvelle facilité de crédit. Le ratio de couverture

d'intérêt consolidé (marge opérationnelle divisée par le coût de l'endettement financier net) était proche de 12 au cours du premier semestre 2005, et ne doit pas être inférieur à 4 selon les termes de la nouvelle facilité de crédit.

(en millions d'euros)	6 mois clos le 30 juin 2005	Convenance 2005
Marge opérationnelle	183,1	
Dépréciation d'actifs corporels et incorporels	62,3	
Dotation nette aux provisions d'exploitation	-35,0	
Dotation nette aux provisions pour retraites	6,4	
Excédent brut opérationnel (EBO ou EBITDA) (*)	216,7	
Endettement net de fin de période	363,5	
Ratio de levier financier (Endettement net / EBO)	0,84	< 2,5

(*) en base annualisée

(en millions d'euros)	6 mois clos le 30 juin 2005	Convenance 2005
Coût de l'endettement financier net	-15,6	
Autres produits et charges financiers	-16,6	
Résultat financier	-32,2	
Ratio de couverture du coût de l'endettement financier net par la marge opérationnelle	11,7	> 4,0

RESSOURCES HUMAINES

Le nombre total d'employés a diminué de 1% entre le 1 janvier 2005 et le 30 juin 2005, passant de 46 584 à 46 254.

Effectif d'ouverture	46 584
Variation du périmètre	-1 649
Recrutement	4 479
Départs	-2 569
Réorganisation et restructuration	-591
Effectif de clôture	46 254

Les changements de périmètre liés aux cessions d'activités sur la période, incluent 82 personnes liées aux cessions du Pérou et du Venezuela, 1 463 personnes dans le cadre de la cession des activités Nordiques, ainsi que 104 personnes en raison d'un changement de méthode de consolidation d'une société en Espagne.

Le taux d'attrition est en ligne avec la tendance haussière de l'activité et augmente légèrement à 10,1% pour les six premiers mois de l'année, comparé à 8,7% en 2004, ce qui confirme l'amélioration du marché européen. Le taux d'attrition chez Atos Origin est structurellement plus faible que celui de ses concurrents de par la constitution de son activité largement constituée de contrats de long-terme en infogérance ou le turnover est plus faible.

L'effectif moyen a crû de 3% sur la période, moins que la croissance de 4% du chiffre d'affaires sur la période.

Le niveau de recrutement a été significatif, en particulier dans l'activité Conseil, pour atteindre 4 479 nouvelles embauches au cours du premier semestre, ce qui représente 10% de l'effectif à l'ouverture de la période. Ce chiffre est en ligne avec l'augmentation du volume d'activité et inclut 430 salariés embauchés dans le cadre de nouveaux contrats d'infogérance signés sur la période dont 180 effectifs proviennent de Contrado aux Pays-Bas et 250 de Mundivia en Espagne. Ce niveau de recrutement est deux fois plus élevé que celui de la même période de 2004 (2 290 personnes).

L'effectif d' Atos Origin à fin juin 2005 par ligne de services et zone géographique était le suivant :

Effectifs	30 juin 2005	31 déc. 2004	Variation	Effectif moyen	Effectif moyen	Variation
				S1 2005	S1 2004	
Conseil	2 616	2 138	+22%	2 613	2 190	+19%
Intégration de Systèmes	22 739	22 800	-0%	22 927	22 948	-0%
Infogérance	20 704	21 447	-3%	21 334	20 439	+4%
Structures Groupe	195	199	-2%	194	266	-27%
Total	46 254	46 584	-1%	47 067	45 843	+3%
France	13 102	12 523	+5%	12 812	12 351	+4%
Royaume-Uni	6 680	6 658	+0%	6 669	6 632	+1%
Pays-Bas	8 472	8 321	+2%	8 502	8 455	+1%
Allemagne + Europe centrale	3 638	3 603	+1%	3 615	2 635	+37%
Autres EMEA	9 304	10 499	-11%	10 423	10 762	-3%
Amériques	2 597	2 714	-4%	2 673	2 733	-2%
Asie-Pacifique	2 266	2 067	+10%	2 180	2 009	+9%
Structures Groupe	195	199	-2%	194	266	-27%
Total	46 254	46 584	-1%	47 067	45 843	+3%

En raison de la reprise accélérée de la demande, un certain nombre de clients ont proposé à Atos Origin de rationaliser non seulement leur infrastructure informatique et leurs applications, mais aussi de prendre en charge la base d'effectifs associés, sous-traitants inclus. Ainsi, le niveau de sous-traitants a augmenté à court-terme pour atteindre 7% des effectifs productifs à fin juin 2005, comparativement à 5% fin décembre 2004. Néanmoins, en ligne avec son « business model », Atos Origin accélère son programme de recrutement global et augmente ses ressources « off-shore » et « near-shore » afin de remplacer ces sous-traitants.

Le taux d'effectifs indirects (effectifs indirects en pourcentage des effectifs en équivalent temps plein, sous-traitants inclus) a été maintenu à un bon niveau et s'est établi à 11,3%, contre 11,6% à la fin décembre 2004.

En même temps, le Groupe a poursuivi son programme vigoureux de rationalisation et de transformation de ses activités à la suite de la fusion avec le groupe Sema. Les départs intervenus au titre de ce plan ont concerné 591 salariés sur la période, soit 1,3% de l'ensemble des effectifs à l'ouverture de l'exercice. Dans l'ensemble, le Groupe est en ligne avec le plan annuel de réduction des effectifs, finalisé à fin juin 2005 à concurrence de 50% en termes de départs, 50% en termes de dépenses en trésorerie et deux tiers en termes de charges en compte de résultat.

RÉSULTATS FINANCIERS

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Compte de résultat consolidé
Bilan consolidé
Tableau des flux de trésorerie consolidés
Variation des capitaux propres consolidés
Informations sectorielles

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Principes comptables
Evolution du périmètre de consolidation
Evènements postérieurs à la clôture
Notes annexes

TRANSITION AUX NORMES COMPTABLES INTERNATIONALES – IFRS

Contexte de la transition
Tableaux de passage des états financiers 2004 des normes françaises aux normes internationales
Principaux retraitements

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'EXAMEN LIMITÉ DES COMPTES INTERMÉDIAIRES CONSOLIDÉS RESUMÉS

L'ensemble de l'information financière consolidée présentée dans ce rapport semestriel au 30 juin 2005 a été préparé selon les normes comptables internationales (IFRS – International Financial Reporting Standards) et en conformité avec le règlement CE n°1606/2002 du 19 juillet 2002.

Atos Origin a choisi d'établir ses états financiers consolidés au 30 juin 2005 ainsi que l'information comparative 2004 en conformité avec la recommandation du CESR (Comité européen des régulateurs des marchés de valeurs mobilières) du 30 décembre 2003 reprise par l'AMF (Autorité des Marchés Financiers) en mars 2004 et dans un communiqué en date du 27 juin 2005.

Les principes et règles suivants ont ainsi été retenus :

- les principes de comptabilisation et d'évaluation sont conformes aux normes IFRS telles qu'adoptées au 30 juin 2005 par l'Union Européenne ;
- la présentation des états financiers (compte de résultat, bilan, tableau de flux de trésorerie et tableau de variation des capitaux propres) est aussi en conformité avec le référentiel IFRS (Modèle de Recommandation du CNC 2004-R02 du 27 octobre 2004) ;
- l'information donnée en annexe, dont les règles d'évaluation sont conformes aux IFRS, correspond, quant à elle, aux règles françaises et notamment la recommandation n°99-R-01 du Conseil National de la Comptabilité relative aux comptes intermédiaires et le Règlement Général de l'AMF.

En conséquence, cette annexe ne reprend pas toutes les informations requises par le référentiel IFRS qui seront fournies lors de la publication des comptes annuels au 31 décembre 2005.

Les comptes consolidés d'Atos Origin de l'exercice clos le 31 décembre 2005 ainsi que l'information comparative 2004 seront préparés sur la base des principes applicables au 31 décembre 2005. Il est donc possible qu'Atos Origin soit amené à modifier les informations financières relatives au 31 décembre 2004 et au 30 juin 2005, telles que présentées ci-après, pour tenir compte des évolutions éventuelles des normes et interprétations IFRS et de leur approbation par l'Union Européenne.

La réconciliation des états financiers de l'exercice 2004 entre les principes français et les normes comptables internationales est proposée en section « Transition aux normes comptables internationales – IFRS ».

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Compte de résultat consolidé

(en millions d'euros)	Notes	Semestre clos le 30 juin 2005 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2004 (6 mois)	Exercice clos le 31 déc. 2004 (12 mois)
Chiffre d'affaires		2 725,4	2 621,8	5 249,3
Charges de personnel	Note 1	-1 467,4	-1 404,1	-2 758,4
Autres charges d'exploitation	Note 2	-1 074,9	-1 051,9	-2 107,6
Marge opérationnelle		183,1	165,7	383,3
En % du Chiffre d'affaires		6,7%	6,3%	7,3%
Autres produits et charges opérationnels	Note 3	13,1	-88,2	-163,1
Résultat opérationnel		196,3	77,6	220,2
En % du Chiffre d'affaires		7,2%	3,0%	4,2%
Coût de l'endettement financier net		-15,6	-18,9	-37,2
Autres produits et charges financiers		-16,6	-0,3	-13,0
Résultat financier	Note 4	-32,2	-19,2	-50,2
Charge d'impôt	Note 5	-39,1	-26,6	-48,4
Quote-part du résultat net des entreprises associées		0,2	-0,1	-0,7
Résultat net		125,2	31,7	121,0
Dont :				
- part du Groupe		121,3	28,3	113,3
- intérêts minoritaires	Note 6	3,9	3,4	7,6

(en euros et en nombre d'actions)	Notes	Semestre clos le 30 juin 2005 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2004 (6 mois)	Exercice clos le 31 déc. 2004 (12 mois)
Résultat net part du Groupe par action	Note 7			
Nombre moyen pondéré d'actions		67 051 174	64 701 248	65 821 887
Résultat net (part du Groupe) par action		1,81	0,44	1,72
Nombre moyen pondéré dilué d'actions		67 647 280	65 185 705	66 392 262
Résultat net dilué (part du Groupe) par action		1,79	0,43	1,71

> RÉSULTATS FINANCIERS

Bilan consolidé

(en millions d'euros)	Notes	30 juin 2005	31 déc. 2004	30 juin 2004
ACTIF				
Ecarts d'acquisition		2 123,4	2 160,2	2 222,9
Immobilisations incorporelles		120,6	120,9	46,3
Immobilisations corporelles		252,3	232,7	243,2
Participations dans les entreprises associées		3,1	1,5	0,5
Actifs financiers non courants		22,0	29,5	31,0
Impôts différés actifs		291,0	282,6	289,8
Total des actifs non courants		2 812,3	2 827,4	2 833,6
Clients et comptes rattachés	Note 8	1 639,7	1 519,0	1 557,4
Impôts courants		50,8	66,8	43,0
Autres actifs courants	Note 9	214,8	191,5	265,3
Juste valeur des instruments financiers actifs	Note 14	1,5	-	-
Créance financière court terme	Note 13	163,0	-	-
Disponibilités et quasi-disponibilités	Note 13	281,3	465,5	273,2
Total des actifs courants		2 351,0	2 242,8	2 138,9
Actifs destinés à être cédés ou abandonnés		-	21,7	262,3
TOTAL DE L'ACTIF		5 163,4	5 091,9	5 234,8

(en millions d'euros)	Notes	30 juin 2005	31 déc. 2004	30 juin 2004
PASSIF				
Capital social	Note 10	67,2	66,9	66,9
Primes		1 249,3	1 240,1	1 239,9
Réserves consolidées		276,3	168,6	145,9
Ecarts de conversion		47,1	-2,5	55,6
Résultat de l'exercice		121,3	113,3	28,3
Capitaux propres – Part du Groupe		1 761,1	1 586,5	1 536,7
Intérêts minoritaires	Note 11	50,7	51,9	48,2
Total capitaux propres		1 811,9	1 638,5	1 585,0
Provisions retraites et assimilées	Note 12	522,0	514,7	520,0
Provisions non courantes	Note 12	146,0	143,2	155,3
Dettes financières long terme	Note 13	607,5	632,2	642,4
Impôts différés passifs		15,8	5,4	16,0
Autres passifs non courants		3,1	0,2	0,2
Total des passifs non courants		1 294,4	1 295,6	1 333,9
Fournisseurs et comptes rattachés	Note 15	620,4	577,3	574,6
Impôts courants		87,4	74,4	54,5
Provisions courantes	Note 12	134,7	185,8	249,4
Juste valeur des instruments financiers passifs	Note 14	22,9	-	-
Part à moins d'un an des dettes financières long terme	Note 13	200,3	324,9	307,7
Autres passifs courants	Note 16	991,3	993,0	1 027,9
Total des passifs courants		2 057,1	2 155,4	2 214,0
Passifs destinés à être cédés ou abandonnés		-	2,5	101,9
TOTAL DU PASSIF		5 163,4	5 091,9	5 234,8

Tableau des flux de trésorerie consolidés

(en millions d'euros)	Notes	Semestre clos le 30 juin 2005 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2004 (6 mois)	Exercice clos le 31 déc. 2004 (12 mois)
Résultat net part du Groupe		121,3	28,3	113,3
Amortissement des actifs corporels et incorporels		62,3	77,5	149,9
Dotations nettes aux provisions d'exploitation		-28,7	-26,4	-94,6
Dotations nettes aux provisions financières		6,7	4,5	-9,0
Autres dotations nettes aux provisions opérationnelles		-27,7	-40,1	-33,1
(Plus) moins values de cessions d'immobilisations		-59,6	13,3	-0,6
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur		9,4	-	-
Charges nettes liées aux options de souscription d'actions et assimilées		6,9	12,2	24,5
Participations dans les entreprises associées et intérêts minoritaires		3,7	3,5	8,4
Produits dérivés IAS 32/39		6,3	-	-
Intérêts financiers		17,6	21,2	42,2
Charges d'impôt (y compris impôts différés)		39,1	26,6	48,4
Flux de trésorerie avant variation du besoin en fonds de roulement, intérêts financiers et impôt	a	157,2	120,6	249,3
Impôts payés	b	1,2	-32,0	-55,1
Variation du besoin en fonds de roulement	c	-105,7	28,6	92,7
Flux net de trésorerie généré par l'activité		52,7	117,2	286,9
Décassements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	d	-81,0	-71,7	-129,5
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	e	0,6	10,9	37,4
Investissement d'exploitation net		-80,4	-60,8	-92,1
Décassements liés aux acquisitions d'immobilisations financières	f	-22,4	-512,0	-585,7
Trésorerie des sociétés acquises durant l'exercice	g	6,5	107,7	102,7
Encaissements liés aux cessions financières	h	21,6	10,2	183,7
Trésorerie des sociétés cédées durant l'exercice	i	-26,7	-	-5,8
Investissements financiers nets		-21,0	-394,1	-305,1
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		-101,4	-454,9	-397,2
Augmentation de capital	j	-	-	-
Augmentations de capital liées à l'exercice d'options de souscription d'actions	k	9,4	0,6	4,1
Rachats et reventes d'actions propres	l	-	-	-
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	m	-1,4	-1,9	-3,7
Souscription de nouveaux emprunts	n	791,9	800,9	1 029,5
Remboursement d'emprunts à long et à moyen terme	o	-940,8	-696,8	-919,1
Intérêts financiers nets versés	p	-22,3	-18,1	-39,5
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		-163,2	84,7	71,3
Variation de trésorerie		-211,9	-253,0	-39,0
Trésorerie à l'ouverture		465,5	523,9	523,9
Variation de trésorerie	q	-211,9	-253,0	-39,0
Incidence des variations de cours de monnaies étrangères sur la trésorerie		27,7	2,3	-19,4
Trésorerie de clôture		281,3	273,2	465,5

(*) Pour réconciliation avec la variation de l'endettement net et les flux de trésorerie par destination présentés en annexe.

> RÉSULTATS FINANCIERS

Variation des capitaux propres consolidés

(en millions d'euros)	Nombre d'actions à la clôture (en milliers)	Capital social	Primes	Réserves consolidées	Écarts de conversion	Résultat enregistré directement en capitaux propres	Résultat net part du Groupe	Capitaux propres - Part de Groupe	Intérêts minoritaires	TOTAL
Situation au 1/01/2004 IFRS	47 870	47,9	279,4	313,7			-169,0	471,9	46,6	518,5
* Augmentation de capital en numéraire	19 060	19,1	960,5					979,6		979,6
* Ecart de conversion				-8,9	55,6			46,7	0,1	46,8
* Affectation du résultat net de l'exercice précédent				-169,0			169,0			
* Bons de souscription d'actions				12,2				12,2		12,2
* Résultat net de la période							28,3	28,3	3,4	31,7
* Autres				-2,1				-2,1	-1,9	-4,0
Situation au 30 juin 2004 IFRS	66 930	66,9	1 239,9	145,9	55,6		28,3	1 536,7	48,2	1 585,0
* Augmentation de capital en numéraire	8		0,2					0,2		0,2
* Ecart de conversion				8,4	-58,2			-49,8	-0,1	-49,9
* Options de souscription d'actions				12,2				12,2		12,2
* Résultat net de la période							85,0	85,0	4,2	89,2
* Autres				2,1				2,1	-0,5	1,6
Situation au 31 déc. 2004 IFRS	66 938	66,9	1 240,1	168,6	-2,5		113,3	1 586,5	51,9	1 638,5
* Augmentation de capital en numéraire	301	0,3	9,1					9,4		9,4
* Ecart de conversion					50,1			50,1	-0,3	49,8
* Options de souscription d'actions				6,9				6,9		6,9
* Affectation du résultat net de l'exercice précédent				113,3			-113,3			
* Première application IAS 32/39				2,8		-12,5		-9,7	-1,2	-10,9
* Variations de juste valeur des instruments financiers					-0,3	-2,6		-2,8		-2,8
* Résultat net de la période							121,3	121,3	3,9	125,2
* Autres				-0,4	-0,3			-0,6	-3,6	-4,2
Situation au 30 juin 2005 IFRS	67 239	67,2	1 249,3	291,3	47,1	-15,1	121,3	1 761,1	50,7	1 811,9

INFORMATIONS SECTORIELLES

Informations par zone géographique

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2005 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2004 (6 mois)	Exercice clos le 31 déc. 2004 (12 mois)
France			
Chiffre d'affaires	731	693	1 367
Marge opérationnelle*	56,5	52,1	121,3
% de chiffre d'affaires	7,7%	7,5%	8,9%
Résultat opérationnel*	52,2	28,8	67,1
% de chiffre d'affaires	7,1%	4,2%	4,9%
Effectifs de fin de période	13 102	12 335	12 523
Royaume-Uni			
Chiffre d'affaires	588	606	1 222
Marge opérationnelle*	48,8	48,4	117,5
% de chiffre d'affaires	8,3%	8,0%	9,6%
Résultat opérationnel*	47,6	39,1	112,9
% de chiffre d'affaires	8,1%	6,5%	9,2%
Effectifs de fin de période	6 680	6 482	6 658
Pays-Bas			
Chiffre d'affaires	508	476	977
Marge opérationnelle*	59,4	60,1	125,4
% de chiffre d'affaires	11,7%	12,6%	12,8%
Résultat opérationnel*	33,5	49,9	109,3
% de chiffre d'affaires	6,6%	10,5%	11,2%
Effectifs de fin de période	8 472	8 425	8 321
Allemagne et Europe Centrale			
Chiffre d'affaires	273	141	334
Marge opérationnelle*	15,4	0,6	17,2
% de chiffre d'affaires	5,6%	0,4%	5,2%
Résultat opérationnel*	16,8	-5,7	11,5
% de chiffre d'affaires	6,1%	-4,0%	3,5%
Effectifs de fin de période	3 638	2 600	3 603
Autres pays européens, Moyen Orient et Afrique			
Chiffre d'affaires	467	473	928
Marge opérationnelle*	26,8	24,4	54,1
% de chiffre d'affaires	5,7%	5,2%	5,8%
Résultat opérationnel*	12,7	-0,2	0,8
% de chiffre d'affaires	2,7%	0,0%	0,1%
Effectifs de fin de période	9 304	10 694	10 499
Amériques			
Chiffre d'affaires	93	165	280
Marge opérationnelle*	0,7	6,7	9,7
% de chiffre d'affaires	0,7%	4,1%	3,5%
Résultat opérationnel*	-0,3	0,1	1,1
% de chiffre d'affaires	-0,3%	0,0%	0,4%
Effectifs de fin de période	2 597	2 761	2 714

(Page suivante)

> RÉSULTATS FINANCIERS

Informations par zone géographique (suite)

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2005 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2004 (6 mois)	Exercice clos le 31 déc. 2004 (12 mois)
Asie Pacifique			
Chiffre d'affaires	65	69	141
Marge opérationnelle*	5,6	8,2	9,6
% de chiffre d'affaires	8,6%	11,8%	6,8%
Résultat opérationnel*	6,5	5,3	7,0
% de chiffre d'affaires	10,0%	7,6%	4,9%
Effectifs de fin de période	2 266	2 031	2 067
Structure Groupe			
Marge opérationnelle*	-30,0	-34,9	-71,5
% de chiffre d'affaires	-1,1%	-1,3%	-1,4%
Résultat opérationnel*	27,1	-39,7	-89,5
% de chiffre d'affaires	1,0%	-1,5%	-1,7%
Effectifs de fin de période	195	248	199
Total Groupe			
Chiffre d'affaires	2 725	2 622	5 249
Marge opérationnelle	183,1	165,7	383,3
% de chiffre d'affaires	6,7%	6,3%	7,3%
Résultat opérationnel	196,3	77,6	220,2
% de chiffre d'affaires	7,2%	3,0%	4,2%
Effectifs de fin de période	46 254	45 576	46 584

(*) avant allocation des frais de structure Groupe

Informations par ligne de services

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2005 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2004 (6 mois)	Exercice clos le 31 déc. 2004 (12 mois)
Conseil			
Chiffre d'affaires	227	201	401
Marge opérationnelle*	33,9	13,0	38,4
% de chiffre d'affaires	14,9%	6,4%	9,6%
Résultat opérationnel*	31,7	9,4	39,6
% de chiffre d'affaires	13,9%	4,7%	9,9%
Effectifs de fin de période	2 616	2 144	2 138
Intégration de systèmes			
Chiffre d'affaires	1 134	1 067	2 132
Marge opérationnelle*	65,7	65,1	153,6
% de chiffre d'affaires	5,8%	6,1%	7,2%
Résultat opérationnel*	54,2	25,5	85,8
% de chiffre d'affaires	4,8%	2,4%	4,0%
Effectifs de fin de période	22 739	22 709	22 800
Infogérance			
Chiffre d'affaires	1 364	1 354	2 716
Marge opérationnelle*	113,6	122,4	262,8
% de chiffre d'affaires	8,3%	9,0%	9,7%
Résultat opérationnel*	83,2	82,4	184,3
% de chiffre d'affaires	6,1%	6,1%	6,8%
Effectifs de fin de période	20 704	20 475	21 447
Structure Groupe			
Marge opérationnelle*	-30,0	-34,9	-71,5
% de chiffre d'affaires	-1,1%	-1,3%	-1,4%
Résultat opérationnel*	27,1	-39,7	-89,5
% de chiffre d'affaires	1,0%	-1,5%	-1,7%
Effectifs de fin de période	195	248	199
Total Groupe			
Chiffre d'affaires	2 725	2 622	5 249
Marge opérationnelle	183,1	165,7	383,3
% de chiffre d'affaires	6,7%	6,3%	7,3%
Résultat opérationnel	196,3	77,6	220,2
% de chiffre d'affaires	7,2%	3,0%	4,2%
Effectifs de fin de période	46 254	45 576	46 584

(*) avant allocation des frais de structure Groupe

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Principes comptables

A compter du 1er janvier 2005, les états financiers consolidés sont préparés selon les normes comptables internationales (IFRS – International Financial Reporting standards) et en conformité avec le règlement CE n°1606/2002 du 19 juillet 2002. La présente information financière intermédiaire a donc été préparée selon les règles de reconnaissance et d'évaluation des transactions découlant des normes IFRS applicables au 30 juin 2005.

Les états financiers antérieurs au 1er janvier 2005 initialement préparés en conformité avec le règlement 99-02 du Comité de Réglementation Comptable, ont été retraités selon les normes comptables internationales, à l'exception des normes IAS 32/39 appliquées à partir du 1er janvier 2005 uniquement. L'ensemble du processus de conversion des normes françaises aux normes internationales ainsi que l'impact du passage aux normes IAS 32/39 est détaillé en section « Transition aux normes comptables internationales – IFRS »

Méthodes de consolidation

La méthode de l'intégration globale est appliquée aux états financiers des sociétés sur lesquelles Atos Origin exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif. Ce contrôle exclusif s'apprécie en fonction de la majorité des droits de vote, ou de l'exercice contractuel ou de fait de la direction opérationnelle de la société.

La méthode de l'intégration proportionnelle est appliquée si Atos Origin exerce un contrôle conjoint de la société.

Les sociétés dans lesquelles Atos Origin exerce une influence notable sont consolidées par mise en équivalence. L'influence notable est présumée lorsque plus de 20% des droits de vote sont détenus.

Base de consolidation

Toutes les sociétés sont consolidées sur la base de situations arrêtées au 30 juin et retraitées, le cas échéant, en harmonisation avec les principes comptables du Groupe.

Règles de présentation

En application des normes de présentation IFRS, Atos Origin présente au bilan, de façon séparée, ses actifs courants et non-courants et ses passifs courants et non-courants. Atos Origin a classé en actifs et passifs courants, les actifs et passifs qu'elle s'attend à réaliser, à consommer ou à régler durant son cycle normal d'exploitation lequel peut s'étendre au delà des 12 mois après la clôture de l'exercice. Les actifs et passifs courants, hors les créances et dettes financières à court terme, constituent le besoin en fonds de roulement du Groupe.

Conversion des comptes libelles en devises étrangères

Les postes du bilan sont convertis en euros au taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice pour les sociétés n'utilisant pas

la monnaie européenne. Les postes du compte de résultat sont convertis sur la base du cours moyen de change de l'exercice. Les écarts de conversion résultant de la variation des taux de change sur le bilan et le compte de résultat sont comptabilisés dans le poste Écarts de conversion inclus dans les capitaux propres selon IAS 21.

Conversion des transactions libellées en devises étrangères

Conformément à IAS 21, les transactions libellées en devises étrangères sont converties au taux de change du jour de l'opération. Les actifs et passifs monétaires sont réévalués au taux de change de clôture en fin d'exercice. Les écarts de change résultant de cette réévaluation sont inscrits au compte de résultat sous la rubrique « Autres produits et charges financières ».

Comptabilisation des opérations de couverture

Le Groupe utilise divers instruments financiers pour réduire son exposition aux risques de change et de taux. Il s'agit d'instruments de couverture négociés auprès de contreparties bancaires de premier rang. Les risques de changes sont couverts par des achats à terme, des ventes à terme ou des swaps de change, et les risques de taux par des contrats classiques de swaps de taux d'intérêt.

Conformément à la norme IAS 39 - Instruments financiers, les dérivés sont comptabilisés à leur juste valeur au bilan. La variation de la juste valeur de ces dérivés est comptabilisée en résultat sauf lorsqu'ils sont éligibles à la comptabilité de couverture, c'est-à-dire si les critères de documentation et d'efficacité sont remplis. Dès lors :

- pour les couvertures de juste valeur d'actifs ou de passifs existants, la partie couverte de ces éléments est évaluée au bilan à sa juste valeur. La variation de cette juste valeur est enregistrée en contrepartie du compte de résultat où elle est compensée par les variations symétriques de juste valeur des instruments financiers de couverture dans la mesure de leur efficacité.
- pour les couvertures de flux futurs de trésorerie, la partie efficace de la variation de la juste valeur de l'instrument de couverture est enregistrée directement en contrepartie des capitaux propres. La variation de valeur de la part inefficace est comptabilisée en « Autres produits et charges financiers ». Les montants enregistrés en situation nette sont repris au compte de résultat symétriquement au mode de comptabilisation des éléments couverts.

Regroupement d'activités

Un regroupement d'activités peut impliquer l'achat par une entité des titres d'une autre entité, ou l'achat de tout ou partie des éléments d'actifs nets d'une autre entité, qui, ensemble, forment une ou plusieurs activités.

Lors d'un regroupement d'activités, il est procédé à l'évaluation à leur juste valeur des actifs et passifs identifiables de l'entreprise acquise en conformité avec la norme IFRS 3.

La différence entre le coût d'acquisition et la juste valeur des actifs et passifs identifiables acquis est enregistrée dans le bilan consolidé sous la rubrique « Ecart d'acquisition » pour les sociétés consolidées par intégration globale ou proportionnelle, ou dans le poste « Participations dans les entreprises associées » pour les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable.

Lors de la cession partielle des titres de sociétés consolidées par intégration globale ou proportionnelle, le prix de revient de l'actif cédé tient compte de la quote-part de l'écart d'acquisition affectée à la part cédée que la cession intervienne par voie d'échange (titres ou numéraire) ou de dilution.

Écart d'acquisition

L'écart d'acquisition représente la différence non affectée entre le coût d'acquisition d'une société ou d'une activité et la part du Groupe dans l'actif net de cette société ou de cette activité après évaluation à leur juste valeur des actifs et des passifs acquis à la date de prise de contrôle. Les écarts d'acquisition sont soumis à un test de perte de valeur annuel comme décrit par la suite.

Date d'effet des acquisitions et des cessions

Le compte de résultat consolidé intègre les résultats des sociétés acquises au cours de l'exercice à compter de leur date de prise de contrôle, et ceux des sociétés cédées en cours d'exercice jusqu'à leur date de cession.

Frais de recherche et de développement

Conformément à la norme IAS 38 sur les immobilisations incorporelles, les frais de recherche et de développement des applications ou des produits sont comptabilisés en charges au cours de l'exercice où ils sont encourus sauf lorsqu'ils remplissent les critères suivants :

- le projet est clairement identifié et les coûts du projet peuvent être évalués de façon fiable,
- la faisabilité technique du projet est démontrée,
- le Groupe a l'intention de mener son projet à son terme et d'utiliser ou de vendre les solutions qui en résulteront,
- il existe un marché sur lequel le Groupe pourra vendre les solutions développées,
- il est probable que des avantages économiques futurs bénéficieront au Groupe,
- le Groupe dispose des ressources nécessaires pour mener le projet à son terme.

Les coûts d'adaptation de logiciels précédemment développés par le Groupe pour les besoins spécifiques d'un client dans le cas des activités de « BPO » sont activés en immobilisations incorporelles et amortis sur la durée du contrat.

Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles comprennent principalement les logiciels acquis par le Groupe. Ils sont amortis linéairement sur les durées propres à chaque acquisition, sans que

celles-ci ne puissent excéder 5 ans. Les logiciels créés, destinés à usage interne ou commercial, sont inscrits essentiellement en charges. Ils peuvent toutefois être comptabilisés en immobilisations incorporelles si les conditions requises telles que définies par la norme IAS 38 sont remplies. Seuls les coûts supportés durant la phase de production du logiciel peuvent être immobilisés. Les coûts liés aux phases de conception sont inscrits en charges.

Le Groupe détient des brevets sur lesquels il n'a pas accordé de licences. Le Groupe supporte des charges de redevances en raison des licences qui lui sont octroyées. Les charges figurent au compte de résultat sous la rubrique « autres charges d'exploitation ».

Au cours de l'examen de la juste valeur des contrats d'externalisation nouvellement acquis, le Groupe peut être amené à reconnaître des actifs du type « Relations clients » (marges sur contrats et/ou droits d'entrée en relation) séparément de l'écart d'acquisition résiduel résultant de l'exercice d'évaluation des actifs et passifs repris.

Conformément à IFRS 3, les « marges sur contrats », résultant de droits légaux et contractuels, sont classés en immobilisations incorporelles et amortissables sur la durée de vie du contrat.

Les « droits d'entrée en relation » sont classés en créances clients et comptes rattachés et repris en moins du résultat sur la durée du contrat plus un renouvellement tel que contractuellement défini, sous la forme d'une réduction du chiffre d'affaires.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition historique à l'exclusion de toute charge financière.

Les modes d'amortissements utilisés sont le mode linéaire ou dégressif et sont pratiqués en fonction des durées normales d'utilisation suivantes :

- | | |
|----------------------------------|------------|
| • Constructions | 20 ans |
| • Agencements et installations | 5 à 10 ans |
| • Matériel informatique | 3 à 5 ans |
| • Matériel de transport | 4 ans |
| • Matériel et mobilier de bureau | 5 à 10 ans |

Les biens financés par contrats de location simple ne sont pas capitalisés. Les biens acquis en contrat de location financement sont capitalisés et l'endettement correspondant est constaté au passif du bilan. Le principe comptable ainsi suivi est en conformité avec la norme IAS17 sur les contrats de location.

Examen de la « valeur d'utilité » des actifs à long terme

Le Groupe applique depuis l'exercice 2002 les dispositions de l'IAS36 et réalise une fois par an au moment de la clôture annuelle l'examen de la « valeur d'utilité » des actifs long terme.

> RÉSULTATS FINANCIERS

Les actifs à long terme (immobilisations corporelles, incorporelles et écarts d'acquisition) sont ramenés à leur valeur d'utilité lorsque des changements défavorables significatifs sont identifiés et indiquent que la valeur d'utilité d'un actif apparaît durablement inférieure à sa valeur nette comptable. De tels événements ou circonstances comprennent des changements défavorables significatifs présentant un caractère durable, affectant l'environnement économique ou les hypothèses ou objectifs retenus à la date de l'acquisition.

Pour les écarts d'acquisition, en plus des flux de trésorerie futurs, la valeur d'utilité prend en compte les avantages attendus de l'acquisition, tels que les synergies résultant de l'intégration de l'entreprise acquise dans les activités du Groupe et de la valeur stratégique de cette entreprise pour le Groupe.

Le niveau d'analyse auquel le Groupe apprécie la valeur d'utilité des actifs à long terme correspond aux zones géographiques, lesquelles reflètent l'organisation opérationnelle et la manière dont le management appréhende la gestion des capitaux employés du Groupe.

La valeur d'utilité est déterminée par la méthode des flux de trésorerie actualisés (DCF) selon les principes suivants :

- les flux de trésorerie (après impôt) sont issus du budget annuel et d'un plan à 3 ans (période explicite), élaboré par la direction de la zone concernée, après revue par la Direction Financière du Groupe et approbation par le Directoire,
- le taux d'actualisation retenu correspond au coût moyen pondéré du capital du Groupe Atos Origin,
- la valeur terminale est calculée par sommation à l'infini du dernier flux de la période explicite et sans prise en compte d'un taux de croissance perpétuelle.

La valeur d'utilité est déterminée par addition des flux actualisés de la période explicite et de la valeur terminale actualisée. La valeur d'utilité ainsi déterminée est ensuite comparée à la valeur contributive au bilan consolidé des actifs à long terme de chacune des zones géographiques.

Lorsque la comptabilisation d'une perte de valeur apparaît nécessaire, le montant comptabilisé en « Autres produits et charges opérationnels » est égal à l'écart entre la valeur nette comptable et la valeur d'utilité.

Immobilisations financières

Les titres de participation non consolidés figurent à leur coût d'acquisition ou à leur valeur d'inventaire si celle-ci est inférieure. La valeur d'inventaire des titres correspond à leur valeur d'utilité pour l'entreprise. Elle est déterminée en tenant compte de la quote-part de situation nette réestimée et des perspectives de rentabilité. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire ainsi définie est inférieure au coût d'acquisition.

Autocontrôle

Les actions Atos Origin détenues par la société mère sont inscrites en diminution des capitaux propres consolidés. En cas de cession, le résultat ainsi que les effets d'impôts correspondants sont enregistrés en variation des capitaux propres consolidés.

Créances clients et comptes rattachés

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale. Elles sont appréciées individuellement et, le cas échéant, font l'objet d'une provision pour dépréciation pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

Les coûts de transition et de transformation de la phase d'initiation des contrats d'infogérance peuvent être activés en créances clients et comptes rattachés dès lors qu'ils respectent des règles précises et strictes à savoir que ces coûts sont clairement définis dans le contrat d'infogérance et que celui-ci prévoit le paiement de ces coûts durant la phase d'exploitation du contrat et l'indemnisation par le client du solde non couvert par les paiements en cas de résiliation anticipée du contrat. Ils sont amortis linéairement sur la durée de vie du contrat.

La méthode de comptabilisation des droits de relations client est décrite dans le paragraphe Immobilisations incorporelles.

Trésorerie

La trésorerie comprend les liquidités immédiatement disponibles à la vente et qui ne présentent pas de risque significatif de perte de valeur à court terme.

Les actifs financiers de transaction (valeurs mobilières de placement) sont comptabilisés à leur juste valeur. Les variations de juste valeur de ces actifs sont enregistrées en résultat.

Actifs et passifs destinés à être cédés ou abandonnés

Les actifs et passifs destinés à être cédés ou abandonnés sont présentés sur une ligne distincte à l'actif et au passif du bilan.

Dans le cas où ces actifs et passifs représenteraient soit une ligne complète d'activité soit un segment géographique, le résultat de ces activités serait présenté sur une ligne distincte du compte de résultat.

Provisions

Le Groupe applique les dispositions de l'IAS 37 - Provisions. Cette norme définit un passif comme un élément du patrimoine ayant une valeur économique négative pour l'entité, c'est-à-dire une obligation (légale, réglementaire, ou contractuelle) de l'entité à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

La norme IAS 37 couvre les montants provisionnés dans le cadre des plans de restructuration dès lors que la décision de restructuration est prise par l'organe compétent et notifiée aux personnes concernées avant la date de clôture.

Elle impose l'actualisation des provisions dès lors que l'effet de la valeur temps est significatif. La réévaluation de l'actualisation des provisions lors de chaque exercice entraîne une augmentation de celle-ci comptabilisée en charges financières.

Lors de la comptabilisation d'acquisitions, le Groupe peut être amené à comptabiliser des provisions (risques, litiges,...) dans le bilan d'ouverture. Ces provisions constituent des passifs qui viennent créer ou augmenter le montant de l'écart d'acquisition. Au-delà du délai d'affectation de 12 mois du bilan d'ouverture, les reprises de provisions sans consommation correspondant à des changements d'estimation tels que définis dans IAS 8 s'effectuent en contrepartie du compte de résultat dans la ligne « Autres produits et charges opérationnels ».

Provisions pour retraite et engagements assimilés

Le Groupe Atos Origin offre à ses salariés différents avantages à long terme postérieurs au départ à la retraite ou conditionnés par l'accumulation d'années d'ancienneté au sein du Groupe parmi lesquels des indemnités de départ à la retraite ainsi que des avantages à long terme consentis pendant l'emploi du type médailles de travail, primes de jubilé.

Ces avantages font l'objet des couvertures décrites ci-après :

- a) des régimes (ou plans) à cotisations définies : ces régimes ne constituent pas d'engagement futur pour le Groupe, l'obligation du Groupe se limitant aux versements de cotisations régulières selon un pourcentage fixe de la rémunération de l'employeur et ou de l'employé auprès d'organismes externes. Les charges sont constatées au fur et à mesure de leur versement auprès d'organismes externes.
- b) des régimes (ou plans) à prestations définies pour lesquels le Groupe a une obligation vis à vis des salariés. Les caractéristiques de ces régimes varient selon la législation et la réglementation applicables dans chacun des pays. Ils sont essentiellement financés au fur et à mesure de l'emploi par des versements à des fonds spécialisés. L'évaluation de ces engagements est effectuée conformément à la norme IAS 19. Les principaux engagements en résultant concernent les régimes de retraite aux Pays-Bas et au Royaume-Uni.

Détermination de l'engagement net à provisionner

Sur la base des règlements propres à chaque régime et pour chacun des pays concernés, des actuaires indépendants calculent la valeur actualisée des obligations futures du Groupe (« Projected Benefits Obligations » ou PBO) selon les critères définis de façon homogène pour l'ensemble du Groupe. Un actuaire principal intervient pour assurer la coordination, la cohérence et l'homogénéisation des paramètres actuariels utilisés. La valeur actualisée des obligations futures évolue annuellement en fonction des facteurs suivants :

Facteurs récurrents

- Augmentations dues à l'acquisition d'une année de droits supplémentaires (« Coût des services rendus au cours de l'exercice »),
- Augmentations dues à la « désactualisation » correspondant à une année de moins par rapport à la date à laquelle les droits seront payés (« Coût financier »),
- Diminutions liées à l'exercice des droits (« Paiements aux bénéficiaires »).

Facteurs ponctuels

- Variations dues à des modifications des hypothèses économiques externes au Groupe (taux d'inflation, taux d'actualisation, taux de rendement attendu des actifs,...),
- Variations dues à des modifications des hypothèses économiques internes au Groupe (taux d'augmentation des salaires, taux de rotation du personnel, ...),
- Les actifs de couverture sont évalués à leur valeur de marché à chaque clôture.

Traitement des écarts actuariels

Des écarts actuariels se créent essentiellement lorsque les estimations diffèrent de la réalité (par exemple sur la valeur attendue des actifs par rapport à leur valeur réelle à la clôture) ou lorsqu'il y a des modifications des hypothèses actuarielles long terme (par exemple : taux d'actualisation, taux d'évolution des salaires, ...).

Dans le cas d'avantages long terme acquis pendant la période d'emploi (du type médailles de travail, primes de jubilé), leurs valeurs actuarielles sont provisionnées intégralement à chaque clôture.

Dans les autres cas, essentiellement en ce qui concerne les régimes de retraite, ces écarts sont provisionnés à partir du moment où, pour un régime donné, ils excèdent plus de 10% de la valeur la plus élevée entre le montant de l'engagement brut et la valeur de marché des actifs de couverture (principe du « corridor »). La comptabilisation de la provision correspondante s'effectue linéairement sur le nombre moyen d'années d'activité restant à effectuer par les salariés du régime concerné (amortissement d'écarts actuariels).

Éléments constitutifs des charges de l'exercice

La charge comptabilisée en résultat opérationnel au titre des engagements décrits ci-dessus intègre :

- la charge correspondant à l'acquisition d'une année de droits supplémentaires,
- la charge ou le produit correspondant à l'amortissement d'écarts actuariels positifs ou négatifs,
- la charge ou le produit lié aux modifications des régimes ou à la mise en place de nouveaux régimes,
- la charge ou le produit lié à toute réduction ou liquidation de régime.

> RÉSULTATS FINANCIERS

La charge comptabilisée en résultat financier au titre des engagements décrits ci-dessus intègre :

- le coût financier,
- la charge correspondant à la variation de l'actualisation des droits existants en début d'exercice, compte tenu de l'écoulement de l'année,
- le produit correspondant au rendement prévu des actifs.

Frais d'émission d'emprunts

Les frais d'émission d'emprunts sont comptabilisés selon IAS 39 en déduction de l'emprunt, puis amortis en charges financières sur la durée de l'emprunt. Le calcul d'un taux d'intérêt effectif prend en compte les paiements des intérêts et l'amortissement des frais d'émission d'emprunt.

La valeur résiduelle de frais d'émission d'emprunts est passée en charge financière de l'exercice en cas de remboursement anticipé de l'emprunt auquel il est rattaché.

Engagements de rachats de minoritaires

Conformément à IAS 27 – Etats financiers consolidés et comptabilisation des participations dans les filiales et IAS 32 – Instruments financiers, les engagements d'achat d'intérêts minoritaires fermes ou conditionnels sont assimilés à un rachat d'actions et sont à enregistrer en dettes financières avec pour contrepartie une réduction des intérêts minoritaires. Lorsque la valeur de rachat excède le montant des intérêts minoritaires, le solde est comptabilisé en écart d'acquisition.

Le traitement retenu est susceptible d'évoluer en fonction d'interprétations attendues de l'IFRIC.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires correspond au montant des prestations de services et des ventes de matériel liées aux activités courantes des sociétés consolidées par intégration globale. Le chiffre d'affaires est reconnu et présenté de la manière suivante en application des principes établis par la norme IAS 18 .

Dans les activités « Conseil » et « Intégration de systèmes », les prestations relatives à des contrats au forfait, qu'ils soient réalisés sur un ou plusieurs exercices comptables, qu'il s'agisse de contrats correspondant à la réalisation de prestations intellectuelles ou de systèmes intégrés, donnent lieu à l'enregistrement d'un chiffre d'affaires proportionnel à l'avancement des coûts du projet selon la méthode du pourcentage d'avancement des travaux. Les prestations relatives à ces contrats figurent au bilan en 'Clients et comptes rattachés' pour la part des prestations excédant la facturation émise et en 'Produits constatés d'avance' pour la quote-part de facturation excédant les prestations réalisées.

Dans les activités « Infogérance », le chiffre d'affaires est déterminé généralement sur la base d'un forfait et/ou d'unités d'œuvres informatiques. Dans les activités « Services en ligne », le chiffre d'affaires correspond en grande partie à des volumes de transactions ou de prestations informatiques réalisées.

Le chiffre d'affaires des activités « Service en ligne » est présenté net des reversements aux prestataires de ces services que sont les éditeurs télématiques.

Les prestations de services pour lesquelles le groupe a recours à la sous-traitance sont également comptabilisées net des reversements effectués à ces fournisseurs externes lorsque :

- ceux-ci assument la responsabilité contractuelle vis à vis du client pour la partie du service qui leur incombe,
- ils ont toute latitude pour fixer le prix du service et assurer son recouvrement.

Marge opérationnelle

La marge opérationnelle retrace la performance opérationnelle des différentes activités courantes du Groupe.

Autres produits et charges opérationnels

Il s'agit de produits ou charges inhabituels, anormaux, peu fréquents et de montants significatifs que le Groupe présente de manière distincte pour faciliter la compréhension de la performance opérationnelle courante, ceci en conformité avec la recommandation du CNC du 27 octobre 2004 et le cadre conceptuel de l'IASB.

Les autres produits et charges opérationnels incluent la charge annuelle des options de souscription d'actions, les coûts de réorganisation et de rationalisation, les litiges majeurs et les reprises de provisions du bilan d'ouverture sans objet, les pertes de valeur conformément à l'application de l'IAS 36, et les plus et moins values de cession des actifs corporels et incorporels.

Options de souscription d'actions

Selon les principes français, les options de souscription d'actions constituent des engagements hors-bilan. L'IFRS 2 prévoit l'évaluation et la comptabilisation en résultat des avantages liés aux plans d'options de souscription d'actions conclus après le 7 novembre 2002 lorsque les droits à ce titre n'ont pas été acquis au 1er janvier 2005 ou ont été acquis après le 1er janvier 2005.

Selon les IFRS, les options sont évaluées à leur date d'attribution à l'aide d'un modèle de valorisation. Le Groupe a opté pour le modèle Black & Scholes. La valeur exacte des options est gelée à leur date d'attribution et ne fait l'objet d'aucune révision en cours de période d'acquisition des droits pour refléter les changements de paramètres du modèle retenu pour l'évaluation. Cette valeur est amortie selon le mode linéaire au compte de résultat en « Autres produits et charges opérationnels » sur la période d'acquisition des droits.

Impôts sur le résultat

La charge d'impôts dans le compte de résultat est égale à la somme des impôts courants et des impôts différés, en application de l'IAS 12.

Le Groupe comptabilise des impôts différés selon la méthode du report variable pour l'ensemble des différences temporaires entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs au bilan consolidé, à l'exception des écarts d'acquisition et des réserves non distribuées des entités consolidées.

Les soldes nets d'impôt différé sont déterminés sur la base de la situation fiscale de chaque entité fiscale. Les actifs nets d'impôt relatifs aux différences temporaires et aux reports déficitaires sont comptabilisés. Des provisions sont éventuellement comptabilisées si la probabilité de réaliser dans le futur des bénéfices fiscaux au niveau de l'entité fiscale est faible eu égard aux informations historiques et prévisionnelles disponibles.

Le calcul de la charge d'impôt du semestre est effectué en appliquant au résultat avant impôt de la période le taux d'impôt effectif moyen estimé pour l'exercice et ajusté des opérations propres au premier semestre. Le calcul est réalisé individuellement pour chaque société ou chaque ensemble fiscal et pour chaque catégorie de résultat.

Résultat net par action

Le résultat net par action (de base) est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat net dilué par action est calculé en divisant :

- le résultat net part du Groupe corrigé du coût financier après impôt des instruments dilutifs de dette,
- par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation majoré du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires qui, selon la méthode du rachat d'actions, auraient été en circulation au cours de l'exercice dans l'hypothèse d'une conversion de l'intégralité des instruments dilutifs émis (options de souscription d'actions ou obligations convertibles).

L'effet dilutif des instruments convertibles est évalué en recherchant la dilution maximale du résultat de base par action.

L'effet dilutif des options de souscription d'actions est apprécié au regard du cours moyen de l'action Atos Origin sur la période.

Les instruments dilutifs de dette sont retenus dès lors que le résultat de base par action excède l'intérêt versé (net d'impôts et d'autres variations du résultat) par instrument dilutif ordinaire.

Evolution du périmètre de consolidation

Les modifications significatives concernant le périmètre de consolidation sont les suivantes :

Acquisitions :

Aucune acquisition significative n'est intervenue sur le semestre.

Cessions :

En mai 2005, le Groupe a cédé ses activités au Venezuela. Le chiffre d'affaires pour les quatre mois se terminant le 30 avril 2005 s'est élevé à 0,5 million d'euros avec un effectif d'environ 36 personnes.

Le 29 juin 2005, le Groupe a cédé ses activités scandinaves.

Le chiffre d'affaires de ces activités pour le semestre s'est élevé à 88,3 millions d'euros avec un effectif d'environ 1 460 personnes.

Événements postérieurs à la clôture

Vente des actions Atos Origin par Philips :

Le 13 juillet 2005, Royal Philips Electronics a vendu ses 10,3 millions d'actions d'Atos Origin à Citigroup lequel les a cédées à une variété d'investisseurs. A la suite de ce placement, le flottant de la société a atteint 100%.

Création d'Atos Euronext Market Solutions :

Le 27 juillet 2005, Atos Origin a étendu son partenariat avec Euronext par la création d'une entité consolidée globalement par Atos Origin à compter du 1er juillet 2005.

L'extension de ce partenariat s'est effectuée par apport de ressources et d'activité :

- les activités de LIFFE Market Solutions (LMS), la division informatique d'Euronext ; Liffe pour Euronext.liffe, qui correspond à la branche produits dérivés d'Euronext (incluant le système de transaction électroniques LIFFE Connect®)
- les activités boursières ; avec des solutions intermédiaires et de back office, ainsi que la participation de 50% dans Bourse Connect pour Atos Origin.

> RÉSULTATS FINANCIERS

NOTES ANNEXES

Note 1 Charges de personnel

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2005 (6 mois)	% du chiffre d'affaires	Semestre clos le 30 juin 2004 (6 mois)	% du chiffre d'affaires	Exercice clos le 31 déc. 2004 (12 mois)
Salaires	-1 112,1	-40,8%	-1 070,0	-40,8%	-2 117,5
Charges sociales	-319,0	-11,7%	-306,2	-11,7%	-600,1
Taxes, formation, intéressement et participation	-29,9	-1,1%	-27,9	-1,1%	-57,3
Dotation nette aux provisions pour retraite	-6,4	-0,2%	-	-	16,5
Total	-1 467,4	-53,8%	-1 404,1	-53,6%	-2 758,4

Note 2 Autres charges d'exploitation

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2005 (6 mois)	% du chiffre d'affaires	Semestre clos le 30 juin 2004 (6 mois)	% du chiffre d'affaires	Exercice clos le 31 déc. 2004 (12 mois)
Achat pour revente et royalties	-212,3	-7,8%	-178,5	-6,8%	-358,5
Sous-traitance	-297,8	-10,9%	-280,3	-10,7%	-588,0
Coûts et maintenance des locaux et matériel	-97,2	-3,6%	-102,4	-3,9%	-207,3
Moyens de production	-197,2	-7,2%	-168,5	-6,4%	-359,7
Télécommunications	-43,1	-1,6%	-54,6	-2,1%	-106,5
Transports et déplacements	-61,3	-2,2%	-84,2	-3,2%	-144,7
Impôts et taxes, autres que l'impôt sur les sociétés	-13,1	-0,5%	-16,0	-0,6%	-30,8
Autres charges d'exploitation	-125,5	-4,6%	-117,8	-4,5%	-243,5
Sous-total charges	-1 047,6	-38,4%	-1 002,3	-38,2%	-2 039,0
Amortissement des immobilisations	-62,3	-2,3%	-76,0	-2,9%	-146,9
Dotation nette aux provisions pour actif circulant	3,2	0,1%	9,3	0,4%	16,4
Dotation nette aux provisions	31,8	1,2%	17,1	0,7%	61,8
Sous-total amortissement et provisions	-27,3	-1,0%	-49,6	-1,9%	-68,7
Total	-1 074,9	-39,4%	-1 051,9	-40,1%	-2 107,6

Note 3 Autres produits et charges opérationnels

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2005 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2004 (6 mois)	Exercice clos le 31 déc. 2004 (12 mois)
Options de souscription d'actions	-6,9	-12,2	-24,5
Charges de restructuration, de rationalisation et d'intégration	-36,1	-73,8	-148,7
Dotation nette de provisions pour litiges majeurs	-2,7	-3,0	-1,4
Reprises de provisions de bilan d'ouverture sans objet	16,5	-	10,9
Plus et moins values de cessions d'actifs	51,8	0,8	0,6
Perte de valeurs d'actifs à long terme	-9,4	-	-
Total	13,1	-88,2	-163,1

Les plus et moins values de cessions d'actifs comprennent essentiellement 52,7 millions d'euros de plus value dégagée sur la cession des activités scandinaves.

Durant le premier semestre, certains risques pour lesquels une provision avait été constituée dans le bilan d'ouverture lors de l'acquisition d'Origin ou de Sema ont obtenu un dénouement positif, résultant dans la reprise de 16,5 millions d'euros de provisions.

La perte de valeur de 9,4 millions d'euros provient de l'exercice de revue de la juste valeur de certains actifs à long terme.

Note 4 Résultat financier

Coût de l'endettement financier net

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2005 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2004 (6 mois)	Exercice clos le 31 déc. 2004 (12 mois)
Charges d'intérêt sur opérations financement	-15,0	-18,4	-35,9
Résultat des couvertures de taux sur endettement financier brut	-2,6	-2,8	-5,5
Coût de l'endettement financier brut	-17,6	-21,2	-41,4
Résultat de cession d'équivalents de trésorerie	2,0	2,3	4,2
Coût de l'endettement financier net	-15,6	-18,9	-37,2

L'endettement net moyen du semestre s'élève à 568 millions d'euros. Le coût moyen de la dette s'est élevé à 5,3%.

Autres produits et charges financières

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2005 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2004 (6 mois)	Exercice clos le 31 déc. 2004 (12 mois)
Produits de change et couvertures liées	1,7	4,2	-
Produits financiers	1,7	4,2	-
Charges financières d'actualisation	-2,0	-0,9	-5,7
Charges de change et couvertures liées	-	-	-3,2
Autres charges financières	-16,3	-3,6	-4,1
Charges financières	-18,3	-4,5	-13,0
Autres produits et charges financiers	-16,6	-0,3	-13,0

Les autres charges financières comprennent principalement la dépréciation pour 7,4 millions d'euros des frais résiduels non amortis de l'ancien crédit syndiqué, du fait de son remboursement suite à la signature d'une nouvelle facilité de crédit en Mai 2005, ainsi que la dépréciation d'un actif financier non courant de 6,6 millions d'euros.

Note 5 Charge d'impôt

Impôts courants et différés

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2005 (6 mois)			Semestre clos le 30 juin 2004 (6 mois)			Exercice clos le 31 déc. 2004 (12 mois)		
	France	International	Total	France	International	Total	France	International	Total
Impôts courants	-8,3	-9,6	-17,9	-9,3	-17,3	-26,6	-11,6	-26,0	-37,6
Impôts différés	-4,8	-16,4	-21,2	4,1	-4,1	0,0	-5,8	-4,9	-10,7
Total	-13,1	-26,0	-39,1	-5,2	-21,4	-26,6	-17,4	-30,9	-48,4

> RÉSULTATS FINANCIERS

Taux effectif d'impôt

La différence entre le taux courant d'imposition en France et le taux effectif est présenté ci-dessous :

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2005 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2004 (6 mois)	Exercice clos le 31 déc. 2004 (12 mois)
Résultat net part du Groupe	121,3	28,3	113,3
Intérêts minoritaires	3,9	3,4	7,6
Quote-part du résultat net des entreprises associées	-0,2	0,1	0,7
Charge d'impôts	39,1	26,6	48,4
Résultat avant impôts	164,1	58,4	170,0
Taux courant d'imposition en France	34,9%	35,4%	35,4%
Impôt théorique au taux courant français	-57,3	-20,7	-60,2
Effet des différences permanentes	8,3	2,2	7,3
Différences de taux d'imposition à l'étranger	8,4	4,6	-0,8
Effet des actifs d'impôts non reconnus	-8,4	-16,7	8,2
Autres	9,9	4,0	-2,9
Charge d'impôts du Groupe	-39,1	-26,6	-48,4
Taux effectif d'impôt	-23,8%	-45,6%	-28,5%

Le taux d'imposition effectif pour le premier semestre 2005 est de 23,8%. Ajusté des opérations propres au premier semestre, dont la plus-value sur la cession des activités scandinaves, le taux d'imposition ressort à 31,6%. Ce taux, conformément à la norme IAS 34 sur les comptes intermédiaires, correspond au taux effectif d'impôt moyen estimé pour l'exercice.

Note 6 Résultat net – Intérêts minoritaires

Ils s'élèvent à 3,9 millions d'euros. Les plus significatifs concernent AtosEuronext, Bourse Connect et des sociétés en partenariat avec Euronext pour 0,7 millions d'euros, et Atos Wordline GmbH, société spécialisée dans les services de paiement en Allemagne, pour 1,3 millions d'euros.

Note 7 Résultat par action

Le Groupe applique les règles de calcul du résultat par action telles que décrites dans les principes comptables du Groupe.

La réconciliation entre le résultat de base par action et le résultat dilué par action est la suivante :

(en millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2005 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2004 (6 mois)	Exercice clos le 31 déc. 2004
Résultat net – Part du Groupe [a]	121,3	28,3	113,3
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation [b]	67 051 174	64 701 248	65 821 887
Impact des instruments dilutifs [c]	596 106	484 457	570 375
Nombre moyen pondéré dilué des actions [d]=[c]+[b]	67 647 280	65 185 705	66 392 262
Résultat par action en euros [a]/[b]	1,81	0,44	1,72
Résultat par action dilué en euros [a]/[d]	1,79	0,43	1,71

Le nombre total d'options de souscription d'actions en circulation au 30 juin 2005 est de 6 184 382 options, desquelles seules 596 106 ont un effet dilutif sur le résultat net par action.

Note 8 Clients et comptes rattachés

(en millions d'euros)	30 juin 2005	31 déc. 2004	30 juin 2004
Valeur brute	1 681,7	1 565,5	1 609,2
Dépréciation	-42,0	-46,5	-51,8
Valeur nette à l'actif	1 639,7	1 519,0	1 557,4
Avances, acomptes reçus	-18,3	-23,0	-90,7
Produits constatés d'avance TTC et clients créditeurs	-337,2	-281,5	-257,4
Créances clients nettes (TTC)	1 284,1	1 214,4	1 209,3
Ratio clients en jours de chiffre d'affaires	70	65	72

Note 9 Autres actifs courants

(en millions d'euros)	30 juin 2005	31 déc. 2004	30 juin 2004
Créances fiscales relatives à la TVA	46,3	37,3	85,5
Créances sur cessions d'immobilisations corporelles et financières	1,5	2,4	1,5
Autres créances	48,9	63,1	66,0
Comptes de régularisation, et créances payées d'avance	118,1	88,7	112,3
Total	214,8	191,5	265,3

Note 10 Capital social

	Nombre de titres	Valeur nominale	Total (en millions d'euros)
Capital social au 30 juin 2004	66 929 639	1	66,93
Capital social au 31 décembre 2004	66 938 254	1	66,94
Capital social au 30 juin 2005	67 239 013	1	67,24

Les augmentations de capital s'analysent comme suit :

Dates du Directoire	Nature de l'augmentation de capital	Nombre de titres créés	(en millions d'euros)	
			Effet en capital	Effet sur la prime d'émission
31 mars 2005	Levée d'options	222 499	0,22	7,16
30 juin 2005	Levée d'options	78 260	0,08	1,95
Total au 30 juin 2005		300 759	0,30	9,11

Note 11 Intérêts minoritaires

La part des intérêts minoritaires dans les capitaux propres s'élève à 50,7 millions d'euros au 30 juin 2005. Ils concernent, pour les plus significatifs, AtosEuronext et les sociétés en partenariat avec Euronext (35,8 millions d'euros), Atos Worldline GmbH, société allemande spécialisée dans les services de paiement (5,1 millions d'euros).

> RÉSULTATS FINANCIERS

Note 12 Provisions

(en millions d'euros)	30 juin 2004	31 déc. 2004	Dotation / Reprise	Reprise avec consom- mations	Autres	30 juin 2005	Dont courant	Dont non courant
Ajustement de bilan d'ouverture	46,7	13,6	0,0	-8,5	0,1	5,2	4,2	1,0
Réorganisation	35,3	51,1	23,9	-33,9	-3,3	37,8	37,8	-
Rationalisation	59,7	50,3	4,6	-12,6	3,6	45,9	11,7	34,2
Engagements sur projets	156,3	100,3	-4,4	-21,1	6,3	81,1	81,1	-
Risques et litiges	106,7	113,6	-4,7	-5,2	7,0	110,7	-	110,7
Retraites	520,0	514,7	45,6	-41,4	3,2	522,0	-	522,0
Total provisions	924,7	843,6	65,0	-122,7	16,8	802,7	134,7	668,0

Les provisions de bilan d'ouverture couvrent essentiellement des engagements d'achat de licences de logiciels sans contrepartie d'activité, repris à l'occasion des acquisitions d'Origin et du Groupe Sema. Les 16,8 millions d'euros d'autres mouvements correspondent principalement aux écarts de conversion générés lors de la conversion des provisions des entités hors de la zone Euro.

Note 13 Dettes financières

(en millions d'euros)	30 juin 2005			31 déc. 2004			30 juin 2004		
	Long terme	Court terme	Total	Long terme	Court terme	Total	Long terme	Court terme	Total
Emprunt obligataire	-	-	-	-	-	-	-	-173,0	-173,0
Crédit-bail	-4,4	-8,3	-12,7	-9,6	-6,7	-16,3	-2,8	-2,6	-5,4
Emprunts bancaires	-582,8	-7,7	-590,5	-607,1	-162,3	-769,4	-608,4	-114,8	-723,2
Titrisation	-	-146,8	-146,8	0,0	-132,8	-132,8	-	-	-
Autres dettes financières	-20,3	-37,5(*)	-57,8	-15,5	-23,1	-38,6	-31,2	-17,3	-48,5
Total dettes financières	-607,5	-200,3	-807,8	-632,2	-324,9	-957,1	-642,4	-307,7	-950,1

(*) incluant l'option de rachat de minoritaires du Moyen Orient pour un montant de 12,4 millions d'euros.

Maturité de la dette financière à long terme

(en millions d'euros)	2006	2007	2008	2009	> 2009	Total
Crédit-bail	-2,7	-0,9	-0,7	-	-	-4,4
Emprunts bancaires	-0,8	-0,8	-0,6	-580,4	-0,3	-582,8
Autres dettes financières	-2,8	-3,9	-7,1	-6,5	-	-20,3
Dettes long terme au 30 juin 2005	-6,3	-5,6	-8,4	-586,9	-0,3	-607,5
Dettes long terme au 31 décembre 2004	-111,2	-106,0	-106,3	-307,7	-1,0	-632,2

Atos Origin a signé le 12 mai 2005 avec un consortium de banques une facilité de crédit de 1,2 milliards d'euros afin de re-financer l'ancien crédit syndiqué de 0,9 milliard d'euros mis en place en janvier 2004 à l'occasion de l'acquisition du Groupe Sema. La maturité de ce nouvel emprunt est de cinq ans avec une extension possible de deux ans.

Le groupe respecte strictement ses engagements financiers, avec un ratio de levier financier (dette nette divisée par EBITDA – Résultat opérationnel avant dépréciation des immobilisations corporelles, dotation nette aux provisions pour retraite et provisions opérationnelles) de 0,84 au 30 juin 2005. Le ratio de levier financier ne doit pas être supérieur à 2,5 dans le cadre de la nouvelle ligne de crédit.

Le ratio de couverture d'intérêts financiers (marge opérationnelle divisée par le coût net de la dette financière) est d'environ 12 au cours du premier semestre 2005. Il ne doit pas être inférieur à 4 jusqu'à la maturité du nouveau crédit syndiqué.

Endettement Net

(en millions d'euros)	30 juin 2005	31 déc. 2004	30 juin 2004
Disponibilités et quasi-disponibilités	281,3	465,5	273,2
Créance financière court terme	163,0	-	-
Dettes financières	-807,8	-957,1	-950,1
Endettement Net	-363,5	-491,6	-676,9

Les 163 millions d'euros de créance financière court terme correspondent au paiement reçu le 7 juillet 2005 pour les activités scandinaves du Groupe, cédées le 29 Juin 2005.

Variation de l'endettement net

(en millions d'euros)	Notes (*)	Semestre clos le 30 juin 2005 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2004 (6 mois)	Exercice clos le 31 déc. 2004 (12 mois)
Endettement net en début de période		-491,6	-266,3	-266,3
Souscription de nouveaux emprunts	n	-791,9	-800,9	-1 029,5
Remboursement d'emprunts à long et à moyen terme	o	940,8	696,8	919,1
Variation de trésorerie court terme	q	-211,9	-253,0	-39,0
Crédit-bail (variation et intérêts financiers nets versés)	r	4,2	-6,0	-10,6
Créances financières court terme	z	163,0	-	-
Emprunts à long et à moyen terme des sociétés acquises au cours de l'exercice	s	-1,5	-37,3	-37,8
Emprunts à long et à moyen terme des sociétés cédées au cours de l'exercice	t	0,3	-	0,4
Incidence des variations de cours de monnaies étrangères sur les emprunts à long et à moyen terme	u	27,3	-0,1	-19,2
Participation des salariés en France transférée en fonds d'emprunt	v	-	-10,1	-8,7
Impact IAS 32 et 39	w	-2,2	-	-
Endettement net en fin de période		-363,5	-676,9	-491,6

(*) Pour réconciliation avec le tableau des flux de trésorerie consolidés et celui des flux de trésorerie par destination présenté ci-après.

> RÉSULTATS FINANCIERS

Flux de trésorerie par destination

(en millions d'euros)	Notes (*)	Semestre clos le 30 juin 2005 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2004 (6 mois)	Exercice clos le 31 déc. 2004 (12 mois)
Variation de trésorerie issue des opérations d'exploitation retraitée (**)	a-x-y	220,4	197,2	405,8
Impôts payés	b	1,2	-32,0	-55,1
Variation du besoin en fonds de roulement	c	-105,7	28,6	92,7
Variation de trésorerie nette issue des opérations d'exploitation retraitée (**)		115,9	193,8	443,4
Variation de trésorerie liée aux investissements opérationnels	d	-81,0	-71,7	-129,5
Produit des cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	e	0,6	10,9	37,4
Flux de trésorerie des opérations courantes		35,5	133,1	351,3
Réorganisation, rationalisation et intégration	x	-54,7	-69,6	-141,9
Bilan d'ouverture	y	-8,5	-7,0	-14,6
Autres variations	j+k+l+m+p+r+u+v+w	15,0	-35,6	-77,6
Flux de trésorerie avant investissements financiers		-12,6	20,8	117,2
Investissements financiers	f+g+s	-17,4	-441,6	-520,8
Produit des cessions financières	h+i+t+z	158,2	10,2	178,3
Investissements financiers nets		140,8	-431,4	-342,5
Flux de trésorerie net		128,1	-410,6	-225,3
Endettement net en début de période		-491,6	-266,3	-266,3
Endettement net en fin de période		-363,5	-676,9	-491,6

(*) Pour réconciliation avec le tableau des flux de trésorerie consolidés

(**) Avant réorganisation, rationalisation et bilan d'ouverture

Note 14 Juste valeur des instruments financiers

Au 30 juin 2005, la juste valeur des instruments financiers comprend principalement :

- la juste valeur des instruments de couverture liés à la réduction de capital des Etats-Unis,
- la juste valeur des instruments de couverture liés au contrat Jeux Olympiques,
- la juste valeur des instruments de couverture de taux sur le crédit syndiqué.

Note 15 Fournisseurs et comptes rattachés

(en millions d'euros)	30 juin 2005	31 déc. 2004	30 juin 2004
Dettes fournisseurs	611,2	572,0	568,6
Dettes fournisseurs d'immobilisations	9,3	5,2	6,0
Total	620,4	577,3	574,6

Note 16 Autres passifs courants

(en millions d'euros)	30 juin 2005	31 déc. 2004	30 juin 2004
Avances et acomptes reçus par commandes client	18,3	23,0	90,7
Personnel et comptes rattachés	260,1	294,9	286,2
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	188,1	180,4	151,3
Etat, taxe sur la valeur ajoutée	143,9	171,2	190,6
Produits constatés d'avance	220,7	160,9	179,1
Créditeurs divers et autres dettes d'exploitation	160,2	162,7	130,0
Total	991,3	993,0	1 027,9

Note 17 Autres informations

Engagements contractuels

Le tableau ci-dessous présente les paiements futurs minima au terme de la première période pour les exercices à venir, au titre des obligations et engagements fermes. Les montants portés au titre des emprunts à long terme et des contrats de location financement sont comptabilisés au bilan du Groupe.

(en millions d'euros)	Echéance				
Engagements contractuels	30 juin 2005	- 1 an	de 1 à 5 ans	À plus de 5 ans	31 déc. 2004
Emprunts à long terme (> 5 ans)	590,5	7,7	582,5	0,3	769,3
Contrats de location financement	12,7	8,3	4,4	-	16,3
Comptabilisé au bilan	603,2	16,0	586,9	0,3	785,6
Locations opérationnelles : terrains, bâtiments, agencements	578,8	95,6	337,3	145,9	646,2
Locations : matériel informatique	207,6	67,4	140,2	-	212,6
Locations : autres immobilisations	105,5	27,9	77,7	-	91,3
Obligations d'achat irrévocables (>5 ans)	54,1	0,3	53,7	0,1	58,1
Engagements	946,0	191,2	608,9	146,0	1 008,2
Total	1 549,3	207,2	1 195,7	146,3	1 793,8

Engagements commerciaux

(en millions d'euros)	30 juin 2005	31 déc. 2004
Garanties de performance	686,9	499,4
Garanties bancaires	120,0	127,4
Nantissements	5,0	5,0
Total	811,9	631,8

TRANSITION AUX NORMES COMPTABLES INTERNATIONALES IFRS

Contexte de la transition

Rappel réglementaire

Conformément au règlement européen N°1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés publiés par le Groupe au titre de l'exercice 2005 sont établis suivant les normes comptables internationales édictées par l'IASB (*International Accounting Standards Board*). Ces normes comptables internationales comprennent les IFRS (*International Financial Reporting Standards*) et les IAS (*International Accounting Standards*), ainsi que leurs interprétations.

Suivant la recommandation du CESR (*Committee of European Securities Regulation*) du 30 décembre 2003 sur l'information à fournir pendant la période de transition aux IFRS, le groupe a publié le 13 mai 2005 les impacts quantifiés du passage au nouveau référentiel comptable.

Afin de préparer les états financiers comparatifs pour l'exercice 2005 et conformément à la recommandation de l'AMF (Autorité des Marchés financiers) relative à la communication financière dans la période de transition, le Groupe a préparé l'impact chiffré attendu du passage aux IFRS sur la situation nette au 1er janvier 2004 et sur le résultat net 2004. Ces informations, publiées le 13 mai 2005, ont été complétées dans le présent Rapport semestriel, pour les données chiffrées relatives au premier semestre 2004.

Les capitaux propres d'ouverture au 1er janvier 2004 ont fait l'objet de diligences d'audit par les Commissaires aux Comptes. Leur rapport particulier d'audit a été présenté dans la note de transition aux IFRS publiée le 13 mai 2005.

Calendrier de la conversion aux IFRS

Conformément aux recommandations de l'AMF de mars 2004 relatives aux informations à fournir au cours de la période de transition et dans le prolongement de celles émises par l'AMF le 31 janvier 2005 soulignant l'obligation de publier des informations exhaustives, fiables et auditées, Atos Origin a respecté le calendrier suivant :

> RÉSULTATS FINANCIERS

- Les comptes consolidés 2004, tels que présentés dans le Rapport Annuel 2004 ont été établis conformément aux principes comptables français.
- Le chiffre d'affaires du premier trimestre 2005 publié le 13 mai 2005 a été préparé conformément aux normes IFRS.
- Les capitaux propres 2004 consolidés et audités du Groupe, y compris le résultat net de la période, ont été présentés le 13 mai 2005, en conformité avec les normes IFRS.
- Le présent Rapport semestriel constitue le premier jeu complet de comptes consolidés adoptant les règles de comptabilisation et d'évaluation conformes aux IFRS. L'information donnée en annexe correspond, quant à elle, aux règles françaises et notamment à la recommandation n°99-R-01 du Conseil National de la Comptabilité relative aux comptes intermédiaires et le Règlement Général de l'AMF. En conséquence, cette information ne reprend pas toutes les informations requises par le référentiel IFRS qui seront fournies lors de la publication des comptes annuels 2005.

Organisation du projet de conversion

Pour réussir sa transition aux IFRS, Atos Origin a mis en place un projet de conversion dès avril 2003.

Ce projet a été réalisé par une équipe de représentants opérationnels et fonctionnels de diverses entités, placée sous le contrôle de la Direction Financière du Groupe, avec le concours d'Atos Consulting et d'experts comptables techniques externes. Les Commissaires aux Comptes du Groupe ont été en permanence consultés et tenus informés sur l'évolution du projet IFRS et les options comptables retenues. Le projet de conversion comportait trois phases principales :

Diagnostic : identification des divergences entre les normes comptables en vigueur dans le Groupe et les IFRS, analyse des options comptables et évaluation de leur impact sur les systèmes, les données financières et l'organisation. La première phase s'est achevée en 2003. Une présentation complète des options comptables a été faite à la direction financière du Groupe et au Comité d'Audit en juillet 2003.

Préparation de la mise en oeuvre et déploiement : sélection des options comptables, évaluation de leur impact sur l'information financière, définition des normes comptables en ligne avec les IFRS et préparation de la mise en conformité des systèmes aux nouvelles normes. Les options ont été présentées au Comité d'Audit le 13 novembre 2003 et l'état d'avancement de la phase de mise en oeuvre le 9 novembre 2004.

Déploiement et mise en oeuvre : mise en place des nouvelles normes dans les entités du siège et déploiement dans toutes les autres entités du Groupe. En 2004, le Groupe a poursuivi son plan de déploiement et de mise en oeuvre des IFRS afin d'être prêt pour leur application le 1er janvier 2005. Des sessions de formation intensives et ciblées sur les nouveaux principes comptables ont été organisées au sein du Groupe, leur impact sur les systèmes d'information et l'évolution des règles et méthodes de gestion.

Cette phase s'est achevée, comme prévu, avant le 31 décembre 2004. Néanmoins, l'ensemble des populations concernées continuent de recevoir une formation intensive sur les IFRS et un programme de « certification IFRS » a été mis en place pour l'ensemble de la population financière du groupe.

Un site intranet dédié est accessible à tout le personnel comptable, ce qui facilite le partage des connaissances et les questions ouvertes entre les membres de la communauté financière d'Atos Origin. A Paris, un groupe de travail et un centre de compétences sur les IFRS sont entièrement disponibles pour assister et apporter leur soutien aux entités locales, si nécessaire.

Principes retenus pour la préparation de l'information IFRS du groupe

Atos Origin était déjà en ligne avec les dispositions de certaines normes IAS, comme précisé dans le Document de Référence 2004.

Ces normes sont :

- l'IAS 11 prescrivant la comptabilisation des produits relatifs aux contrats de service au forfait par la méthode du pourcentage d'avancement des travaux,
- l'IAS 12 prescrivant la détermination des impôts sur le résultat,
- l'IAS 16 prescrivant la comptabilisation des immobilisations corporelles,
- l'IAS 17 prescrivant la comptabilisation des contrats de location,
- l'IAS 19 prescrivant le mode d'évaluation des avantages accordés au personnel,
- l'IAS 21 - Effets des variations de change des monnaies étrangères,
- l'IAS 36 relatif à la dépréciation des actifs à long terme,
- l'IAS 37 - Provisions.

L'application anticipée des normes ci-dessus a permis de limiter les conséquences financières qu'aurait eu une adoption en « bloc » des IFRS.

L'information financière IFRS 2004 a été établie conformément aux dispositions de la norme IFRS 1 « Première application du référentiel IFRS » suivant les normes IFRS applicables au 1er janvier 2005. Les options retenues et les exemptions utilisées, résumées ci-dessous, sont celles que le Groupe a retenu pour l'établissement de ses comptes consolidés IFRS en 2005 :

- le montant cumulé des écarts actuariels sur les retraites à la date de transition (1er janvier 2004) est imputé sur les capitaux propres,
- les écarts de conversion au 1er janvier 2004 sont reclassés dans les réserves consolidées,
- les options de souscription d'actions émises avant le 7 novembre 2002 ne sont pas retraitées,
- les regroupements d'entreprises intervenus antérieurement au 1er janvier 2004 ne sont pas retraités.

Tout changement intervenant dans les IFRS au second semestre 2005 pourrait toutefois amener le Groupe à modifier son bilan d'ouverture au 1er janvier 2004 et donc les états financiers des périodes suivantes lors de la publication des comptes consolidés de l'exercice 2005.

TABLEAUX DE PASSAGE DES PRINCIPES FRANÇAIS AUX PRINCIPES IFRS SUR LES ÉTATS DE SYNTHESE

Impact des normes IAS 32/39 sur le bilan d'ouverture au 1er janvier 2005

(en millions d'euros)	Exercice clos le 31 déc. 2004 IFRS	Engagement de rachat d'actions	Dérivés de taux	Dérivés de change	Frais sur crédit syndique	Total impact normes IAS 32/39	Exercice ouvert 1 ^{er} janv. 2005 IFRS
Notes		Note 7	Note 8	Note 8	Note 9		
ACTIF							
Ecart d'acquisition	2 160,2	9,8				9,8	2 169,9
Immobilisations incorporelles	120,9						120,9
Immobilisations corporelles	232,7						232,7
Participations dans les entreprises associées	1,5						1,5
Actifs financiers non courants	29,5						29,5
Impôts différés actifs	282,6		4,4	-1,1	0,3	3,6	286,2
Total des actifs non courants	2 827,4	9,8	4,4	-1,1	0,3	13,3	2 840,7
Clients et comptes rattachés	1 519,0						1 519,0
Impôts courants	66,8						66,8
Autres actifs courants	191,5				-9,6	-9,6	182,0
Juste valeur des instruments financiers actifs	-			6,5		6,5	6,5
Créance financière court terme	-						-
Disponibilités et quasi-disponibilités	465,5						465,5
Total des actifs courants	2 242,8			6,5	-9,6	-3,0	2 239,8
Actifs destinés à être cédés ou abandonnés	21,7						21,7
TOTAL DE L'ACTIF	5 091,9	9,8	4,4	5,5	-9,3	10,3	5 102,2

(en millions d'euros)	Exercice clos le 31 déc. 2004 IFRS	Engagement de rachat d'actions	Dérivés de taux	Dérivés de change	Frais sur crédit syndique	Total impact normes IAS 32/39	Exercice ouvert 1 ^{er} janv. 2005 IFRS
Notes		Note 7	Note 8	Note 8	Note 9		
PASSIF							
Capital social	66,9						66,9
Primes	1 240,1						1 240,1
Réserves consolidées	168,6		-8,1	-1,1	-0,5	-9,7	158,9
Ecart de conversion	-2,5						-2,5
Résultat de l'exercice	113,3						113,3
Capitaux propres – Part du Groupe	1 586,5		-8,1	-1,1	-0,5	-9,7	1 576,8
Intérêts minoritaires	51,9	-1,2				-1,2	50,7
Total capitaux propres	1 638,5	-1,2	-8,1	-1,1	-0,5	-11,0	1 627,5
Provisions retraites et assimilées	514,7						514,7
Provisions non courantes	143,2						143,1
Dettes financières long terme	632,2	11,0			-8,8	2,2	634,4
Impôts différés passifs	5,4						5,4
Autres passifs non courants	0,2						0,2
Total des passifs non courants	1 295,6	11,0			-8,8	2,2	1 297,8
Fournisseurs et comptes rattachés	577,3						577,3
Impôts courants	74,4						74,4
Provisions courantes	185,8						185,8
Juste valeur des instruments financiers passifs	-		12,5	6,6		19,0	19,0
Part à moins d'un an des dettes financières long terme	324,9						324,9
Autres passifs courants	993,0						993,0
Total des passifs courants	2 155,4		12,5	6,6		19,0	2 174,4
Passifs destinés à être cédés ou abandonnés	2,5						2,5
TOTAL DU PASSIF	5 091,9	9,8	4,4	5,5	-9,3	10,3	5 102,2

➤ RÉSULTATS FINANCIERS

BILAN CONSOLIDÉ 31 DÉCEMBRE 2004

(en millions d'euros)

ACTIF	31 décembre 2004 Normes Françaises	IAS 19 / IFRS 1 • Note 1	Avantages au personnel	IAS 19 / IFRS 1 • Note 1	Ecart de conversion	IFRS 1 • Note 3	Options de souscription d'actions	IFRS 2 • Note 4	Regroupements d'entreprses et pertes de valeur	IFRS 3 IAS 36 • Note 5	Coûts de transition et de transformation dans les contrats d'ingénerie	IAS 11 • Note 6	Impôts différés sur retraitements IFRS	IAS 12	Changement de méthode de consolidation	Différences de conversion sur Ecart d'acquisition	IAS 21 • Note 5	Autres reclassements	Total retraitements et reclassements de transition aux IFRS	31 décembre 2004 IFRS	ACTIF	
Ecart d'acquisition	2 030,7	-1,3			133,6				3,6	-1,1	0,0	-5,5							129,5	2 160,2	Ecart d'acquisition	
Autres immobilisations incorporelles	128,3				-7,4				-7,4		0,0								-7,4	120,9	Immobilisations incorporelles	
Immobilisations corporelles	232,8									-0,1									0,0	232,7	Immobilisations corporelles	
	1,5									0,0									4,8	1,5	Participation dans les entreprises associées	
	24,8									0,0									4,8	29,5	Actifs financiers non courants	
	26,2																					Actifs financiers non courants
Immobilisations financières										2,8	0,0	279,8							282,6	282,6	Impôts différés actifs	
Total Actif immobilisé	2 418,0	-1,3			133,6	-3,7	1,7	-0,1	-5,5	284,6									409,4	2 827,4	Total des actifs non courants	
Clients et comptes rattachés	1 522,5				-2,3		-1,2												-3,5	1 519,0	Clients et comptes rattachés	
	279,8									-279,8									-279,8		Impôts courants	
	66,8																			66,8	Impôts courants	
	21,7																		-21,7			
	4,8																		-4,8			
	192,2																		-0,8	191,5	Autres actifs courants	
	565,4									-0,7									-0,8			
Autres créances et comptes de régularisation																						
Valeurs mobilières de placement	258,6																					
Disponibilités	207,5																					
	466,1																					
Total de l'actif circulant	2 554,0				-3,1	-1,8	-0,6		-306,3	21,7									-311,2	2 242,8	Total des actifs courants	
	4 972,0				133,6	-6,8	1,7	-1,9	-5,5										119,9	5 091,9	Total de l'actif	
																			21,7	21,7	Actifs destinés à être cédés ou abandonnés	

(en millions d'euros)

PASSIF	31 décembre 2004		31 décembre 2004		31 décembre 2004		31 décembre 2004		31 décembre 2004		31 décembre 2004		31 décembre 2004		31 décembre 2004		31 décembre 2004		31 décembre 2004																					
	Normes Françaises	IAS 19 / IFRS 1 • Note 1	IAS 37 • Note 2	IAS 1 • Note 3	Options de conversion IFRS 1 • Note 3	Options de souscription d'actions IFRS 2 • Note 4	Regroupements d'entreprises IFRS 3 IAS 36 • Note 5	Coûts de transition et pertes de valeur IFRS 3 IAS 36 • Note 5	Coûts de transition et de transformation dans les contrats d'arbitrage IFRS 11 • Note 6	Impôts différés sur retraitements IFRS IAS 12	Changement de méthode de consolidation IFRS 21 • Note 5	Différences de conversion sur Ecarts d'acquisition IFRS 21 • Note 5	Autres reclassifications	Total retraitements et reclassements de transition aux IFRS	Capital social	Primes	Réserves consolidées	Écarts de conversion	Résultat de l'exercice	Capitaux propres - Part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres	Provisions retraites et assimilés	Provisions non courantes	Dettes financières long terme	Impôts différés passifs	Autres passifs non courants	Total des passifs non courants	Fournisseurs et comptes rattachés	Part à moins d'un an des dettes financières long terme	Impôts courants	Autres passifs courants	Provisions courantes	Total des passifs courants	Passifs destinés à être cédés ou abandonnés	Total du passif				
Capital social	66,9													66,9	1 240,1	179,9	-31,7	10,5	1 465,8	52,7	1 518,5	0,0	-185,8	-324,9	5,4	0,2	1 295,6	577,3	324,9	74,4	993,3	185,8	2 610,2	2,5	4 972,0					
Primes														1 240,1																										
Réserves consolidées														179,9																										
Écarts de conversion														-31,7																										
Résultat de l'exercice														10,5																										
Capitaux propres - Part du Groupe														1 465,8																										
Intérêts minoritaires														52,7																										
Capitaux propres de l'ensemble consolidé														1 518,5																										
Provisions pour risques et charges														514,7																										
Emprunts et dettes financières														328,5																										
Total des passifs non courants														843,3																										
Fournisseurs et comptes rattachés														957,1																										
Autres dettes et comptes de régularisation														577,4																										
Total des passifs courants														74,4																										
Total des passifs														2 610,2																										
Total du passif														4 972,0																										

➤ RÉSULTATS FINANCIERS

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ 31 DÉCEMBRE 2004

(en millions d'euros)

	31 décembre 2004 Normes Françaises	31 décembre 2004 IFRS	Total retraitements et reclassements de transition aux IFRS	31 décembre 2004 IFRS
Chiffre d'affaires	5 302,0	5 249,3	-52,7	Chiffre d'affaires
Charges de personnel	-2 762,0	-2 758,4	3,6	Charges de personnel
Coûts et charges d'exploitation	-2 155,2	-2 107,6	47,6	Autres charges d'exploitation
Résultat d'exploitation	384,8	383,3	-1,5	Marge opérationnelle
En % du Chiffre d'Affaires	7,3%	7,3%		En % du Chiffre d'affaires
Résultat exceptionnel	-149,6	-163,1	-13,5	Autres produits et charges opérationnels
				Résultat opérationnel
				En % du Chiffre d'Affaires
Résultat financier	-37,3	-37,2	0,0	Coût de l'endettement financier net (b)
	-11,3	-13,0	-1,7	Autres produits et charges financiers (c)
	-48,5	-50,2	-1,7	Résultat financier (b+c)
Impôts sur le résultat	-51,7	-48,4	3,3	Charge d'impôt
Contribution des sociétés mises en équivalence	-0,7	-0,7		Quote-part du résultat net des entreprises associées
Dotation aux amortissements des écarts d'acquisition	-117,1	117,1	117,1	
Résultat net	17,3	131,3	-114,0	Résultat net
Dont				Dont
- Part du groupe	10,5	130,4	119,9	113,3
- Intérêts minoritaires	6,8	0,9	-0,2	7,6
				- Intérêts minoritaires
Nombre moyen pondéré d'actions	65 821 887	65 821 887		Nombre moyen pondéré d'actions
Résultat net (part du Groupe) par action (euros)	0,16	0,16		Résultat net (part du Groupe) par action (euros)
Nombre moyen pondéré dilué d'actions	67 473 784	66 392 262		Nombre moyen pondéré dilué d'actions
Résultat net dilué (part du Groupe) par action (euros)	0,17	0,17		Résultat net dilué (part du Groupe) par action (euros)

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS 31 DÉCEMBRE 2004

(en millions d'euros)

	31 décembre 2004	Normes Françaises	IAS 19 / IFRS 1 • Note 1	Avantages au personnel	IAS 37 • Note 2	Options de souscription d'actions IFRS 2 • Note 4	Regroupements d'entreprises et pertes de valeur des écarts d'acquisition IFRS 3 IAS 36 • Note 5	Côte de transition et de transformation dans les contrats d'ingérence IAS 11 • Note 6	Impôts différés sur retraitements IFRS IAS 12	Changement de méthode de consolidation IAS 12	Impôts payés	Intérêts payés	Credit bail	Total retraitements et reclassements de transition aux IFRS	31 décembre 2004
Résultat net part du Groupe	10,5		-1,7	-24,5	130,4	-1,4	-0,1				102,8	113,3			Résultat net part du Groupe
Amortissements des écarts d'acquisition	117,1				-117,1						-117,1				
Dépréciation des actifs corporels et incorporels	149,9											149,9			
Amortissements et provisions opérationnels	-94,6										1,7	-94,6			
Provisions financières	-10,7		1,7		-10,9						-10,9	-9,0			
Amortissements et provisions exceptionnels	-22,2											-33,1			
Plus (moins) values de cessions d'immobilisations et frais d'acquisition	-0,6											-0,6			
Sociétés mises en équivalence et intérêts minoritaires	7,5			24,5	0,9	0,1	0,1	-0,2			42,2	24,5			
Impôts différés	14,0				-3,4					37,7	42,2	8,4			
Flux de trésorerie avant variations du fonds de roulement	170,9		-1,3					-0,2		37,7	42,2	249,3			Flux de trésorerie avant variations du fonds de roulement, coût de l'endettement financier net et impôt
Variation du besoin de fonds de roulement d'exploitation	74,1					1,3		-0,1	17,4	-55,1					
Flux net de trésorerie généré par l'activité	245,0							-0,3			42,2	41,9			Flux net de trésorerie généré par l'activité
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-137,4										7,9	-129,5			
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	37,4											37,4			
Investissement d'exploitation net	-100,0										7,9	-92,1			Investissement d'exploitation net
Immobilisations financières et investissement lié aux acquisitions	-585,7											-585,7			
Trésorerie nette des sociétés acquises durant l'exercice	102,7											102,7			
Cessions financières	183,7											183,7			
Trésorerie nette des sociétés cédées durant l'exercice	-5,8											-5,8			
Immobilisations financières nettes	-305,1											-305,1			Immobilisations financières nettes
Flux de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-405,1										7,9	-387,2			Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement
Augmentation de capital	4,1											4,1			
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	-3,7											-3,7			
Souscription de nouveaux emprunts	1 037,4										-7,9	1 029,5			
Remboursement d'emprunts à long et à moyen terme	-916,4										-2,7	-919,1			
Flux de trésorerie lié aux opérations de financement	121,4										-42,2	-7,9			Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement
Variation de trésorerie	-38,7														Variation de trésorerie
Trésorerie à l'ouverture	524,2														Trésorerie à l'ouverture
Variation de trésorerie	-38,7														
Incidence des variations de cours de devises sur la trésorerie	-19,4														
Trésorerie de clôture	466,1														Trésorerie de clôture

> RÉSULTATS FINANCIERS

BILAN CONSOLIDÉ 30 JUIN 2004

(en millions d'euros)

ACTIF	30 Juin 2004 Normes Françaises	IAS 19 / IFRS 1 • Note 1	IAS 37 • Note 2	IAS 1 • Note 3	IAS 2 • Note 4	IAS 3 • Note 5	IAS 11 • Note 6	IAS 12	IAS 21 • Note 5	30 Juin 2004 IFRS	ACTIF
Ecart d'acquisition	2 121,8	-1,3			64,1	3,8	-1,2	35,7	101,2	2 222,9	Ecart d'acquisition
Autres immobilisations incorporelles	52,8					-6,5			-6,5	46,3	Immobilisations incorporelles
Immobilisations corporelles	243,2								0,0	243,2	Immobilisations corporelles
	0,5									0,5	Participation dans les entreprises associées
	27,0						4,0		4,0	31,0	Actifs financiers non courants
	27,5										
Immobilisations financières											
Total Actif immobilisé	2 445,3	-1,3		31,8	64,1	-2,7	30,6	35,7	388,5	2 833,6	Total des actifs non courants
Clients et comptes rattachés	1 559,3					-0,6	-1,3		-1,9	1 557,4	Clients et comptes rattachés
	258,0							-258,0			
	43,0									43,0	Impôts courants
	262,3							-262,3			
	4,0						-4,0				
Autres créances et comptes de régularisation	266,4					-1,1			-1,2	265,3	Autres actifs courants
	833,5										
Valeurs mobilières de placement	56,5										
Disponibilités	217,2										
	273,7										
Total de l'actif circulant	2 666,5					-1,7	-0,4		-0,4	273,2	Disponibilités et quasi-disponibilités
Total de l'actif	5 111,8	-1,3		30,6	64,1	-4,3	-1,8	35,7	-527,8	2 138,9	Total des actifs courants
									262,3	262,3	Actifs destinés à être cédés ou abandonnés
									123,0	5 234,8	Total de l'actif

(en millions d'euros)

	30 Juin 2004	PASSIF										30 Juin 2004								
	Normes Françaises	IAS 19 / IFRS 1 • Note 1										Total retraitements et reclassements de transition aux IFRS								
Capital social	66,9	66,9	Capital social										66,9							
Primes	1 239,9	1 239,9	Primes										1 239,9							
Réserves consolidées	233,9	-94,0	-35,5	12,2	3,0	-5,5	31,8	-88,0	145,9	Réserves consolidées										145,9
Ecart de conversion	-15,2	-1,3	35,5	0,5	0,1	0,4	35,7	70,8	55,6	Ecart de conversion										55,6
Résultat de l'exercice	-22,6	4,3	-0,9	-12,2	60,2	1,2	-1,7	50,9	28,3	Résultat de l'exercice										28,3
Capitaux propres - Part du Groupe	1 503,0	-91,1	-0,9	63,7	-4,2	30,5	35,7	33,7	1 536,7	Capitaux propres - Part du Groupe										1 536,7
Intérêts minoritaires	49,4	-0,2	0,5	-0,1	-0,1	-1,4	-1,2	48,2	48,2	Intérêts minoritaires										48,2
Capitaux propres de l'ensemble consolidé	1 552,4	-91,3	-0,9	64,1	-4,3	30,6	-1,4	35,7	32,6	Total capitaux propres										1 565,0
	428,7	91,3	-0,5	-249,4				91,3	520,0	Provisions retraites et assimilés										520,0
	405,2							-249,9	155,3	Provisions non courantes										155,3
Provisions pour risques et charges	833,9									Total des passifs non courants										1 333,9
Emprunts et dettes financières	950,1									Dettes financières long terme										642,4
										Impôts différés passifs										16,0
										Autres passifs non courants										0,2
										Total des passifs non courants										658,6
Fournisseurs et comptes rattachés	574,7									Fournisseurs et comptes rattachés										574,6
										Part à moins d'un an des dettes financières long terme										307,7
										Impôts courants										54,4
										Autres passifs courants										1 027,9
Autres dettes et comptes de régularisation	1 028,1									Autres passifs courants										1 027,9
	1 200,7									Total des passifs courants										2 214,0
										Provisions courantes										249,4
Total des dettes	2 725,5									Total des passifs courants										2 214,0
										Passifs destinés à être cédés ou abandonnés										101,9
Total du passif	5 111,8	-1,3	64,1	-4,3	30,6	-1,8	35,7	123,0	5 234,8	Total du passif										5 234,8

> RÉSULTATS FINANCIERS

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ 30 JUIN 2004

(en millions d'euros)

	30 Juin 2004 Normes Françaises	IAS 19 / IFRS 1 • Note 1	Actualisation des provisions long terme IAS 37 • Note 2	Écart de conversion IFRS 1 • Note 3	Options de souscription d'actions IFRS 2 • Note 4	Regroupements d'entreprises et pertes de valeur des écarts d'acquisition IFRS 3 IAS 36 • Note 5	Coûts de transition et de transformation dans les contrats d'intégration IAS 11 • Note 6	Impôts différés sur retraitements IFRS IAS 12	Changement de méthode de consolidation IAS 11 • Note 5	Différences de conversion sur Écart d'acquisition IAS 21 • Note 5	Autres reclassifications	Total retraitements et reclassements de transition aux IFRS	30 Juin 2004 IFRS	
Chiffre d'affaires	2 652,9					0,2		-2,2	-29,1	-31,1		2 621,8	Chiffre d'affaires	
Charges de personnel	-1 412,4	6,3					1,9	1,9		8,2		-1 404,1	Charges de personnel	
Coûts et charges d'exploitation	-1 082,2					1,1	0,1	0,1	29,1	30,2		-1 051,9	Autres charges d'exploitation	
Résultat d'exploitation	158,3	6,3				1,2	-0,1			7,4		165,7	Marge opérationnelle	
En % du Chiffre d'Affaires	6,0%												6,3%	En % du Chiffre d'affaires
Résultat exceptionnel	-75,9		-12,2							-12,2			-88,2	Autres produits et charges opérationnels
	-18,9													Résultat opérationnel
	2,6	-2,0	-0,9											En % du Chiffre d'Affaires
Résultat financier	-16,3	-2,0	-0,9							-2,9			-19,2	Coût de l'endettement financier net (b)
Impôts sur le résultat	-26,7				1,8		-1,7			0,1			-26,6	Autres produits et charges financiers (c)
Contribution des sociétés mises en équivalence	-0,1													Résultat financier (b+c)
Dotation aux amortissements des écarts d'acquisition	-58,9				58,9								-0,1	Charge d'impôt
Résultat net	-19,6	4,3	-0,9		-12,2	60,7	1,2	-1,7	-0,1	58,9			31,7	Quote-part du résultat net des entreprises associées
Dont														Résultat net
- Part du groupe	-22,6	4,3	-0,9		-12,2	60,2	1,2	-1,7		50,9			28,3	Dont
- Intérêts minoritaires	3,0				0,5	0,1	0,0	-0,1		0,4			3,4	- Part du groupe
														- Intérêts minoritaires
Nombre moyen pondéré d'actions	64 701 248												64 701 248	Nombre moyen pondéré d'actions
Résultat net (part du Groupe) par action (euros)	-0,35												0,44	Résultat net (part du Groupe) par action (euros)
Nombre moyen pondéré dilué d'actions	66 364 963												66 185 705	Nombre moyen pondéré dilué d'actions
Résultat net dilué (part du Groupe) par action (euros)	-0,35												0,43	Résultat net dilué (part du Groupe) par action (euros)

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS 30 JUIN 2004

(en millions d'euros)

	30 Juin 2004 Normes Françaises	IAS 19 / IFRS 1 • Note 1	Actualisation des provisions long terme IAS 37 • Note 2	Options de souscription d'actions IFRS 2 • Note 4	Regroupements d'entreprises et pertes de valeur des écarts d'acquisition IFRS 3 IAS 36 • Note 5	Coûts de transaction et de transformation dans les contrats d'ingérance IAS 11 • Note 6	Impôts différés sur retraitements IFRS IAS 12	Changement de méthode de consolidation IFRS 3 IAS 36 • Note 5	Impôts payés	Intérêts payés	Credit bail	Totaux retraitements et reclassements de transition aux IFRS	30 Juin 2004 IFRS
Résultat net part du Groupe	-22,6	4,3	-0,9	-12,2	60,2	1,2	-1,7	-58,9	50,9	28,3			Résultat net part du Groupe
Amortissements des écarts d'acquisition	58,9								-58,9				Amortissements des actifs corporels et incorporels
Dépréciation des actifs corporels et incorporels	77,5								-6,3				Dotations nettes aux provisions d'exploitation
Amortissements et provisions opérationnels	-20,1	-6,3							2,9				Dotations nettes aux provisions financières
Provisions financières	1,6	2,0	0,9						-40,1				Autres dotations nettes aux provisions opérationnelles
Amortissements et provisions exceptionnels	-40,1								13,3				Plus (moins) valeurs de cessions d'immobilisations
Plus (moins) valeurs de cessions d'immobilisations et frais d'acquisition	13,3								12,2				Plus (moins) valeurs de cessions d'immobilisations
Sociétés mises en équivalence et intérêts minoritaires	3,1			12,2	0,5	0,0	0,0	-0,1	0,4	3,5			Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur
									21,2				Charges nettes liées aux options de souscription d'actions et assimilés
									21,2				Participations dans les entreprises associées et intérêts minoritaires
									26,5	26,6			Coût de l'endettement financier net
Impôts différés	0,1		-1,8	1,2	-1,2	1,7	-0,1	26,5	26,5	21,2			Charges d'impôt (y compris impôts différés)
Flux de trésorerie avant variations du fonds de roulement	71,7								48,8	120,6			Flux de trésorerie avant variations du besoin en fonds de roulement, coût de l'endettement financier net et impôt
Variation du besoin de fonds de roulement d'exploitation	24,5		-1,2					-32,0	4,1	28,6			Impôts payés
Flux net de trésorerie généré par l'activité	96,2								21,2	21,2			Flux net de trésorerie généré par l'activité
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-74,6								2,9				Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corp. et incorp.
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	10,9								10,9				Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corp. et incorp.
Investissement d'exploitation net	-63,7								2,9	2,9			Investissement d'exploitation net
Immobilisations financières et investissement lié aux acquisitions	-512,0								-512,0				Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières
Trésorerie nette des sociétés acquises durant l'exercice	107,7								107,7				Trésorerie des sociétés acquises durant l'exercice
Cessions financières	10,2								10,2				Encaissements liés aux cessions financières
Trésorerie nette des sociétés cédées durant l'exercice	-394,1								-394,1				Trésorerie des sociétés cédées durant l'exercice
Immobilisations financières nettes	-394,1								2,9	2,9			Investissements financiers nets
Flux de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-457,8								2,9	2,9			Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement
Augmentation de capital	0,6								0,6				Augmentation de capital
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	-1,9								-1,9				Augmentation de capital liée à l'exercice d'options de souscription d'actions
Souscription de nouveaux emprunts	803,8								-2,9				Rachats et reventes d'actions propres
Remboursement d'emprunts à long et à moyen terme	-693,7								-3,1	-3,1			Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées
									-18,1	-18,1			Souscription de nouveaux emprunts
									-18,1	-18,1			Remboursement d'emprunts à long et à moyen terme
Flux de trésorerie lié aux opérations de financement	108,8								-21,2	-21,2			Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement
Variation de trésorerie	-252,8								-0,3	-0,3			Variation de trésorerie
Trésorerie à l'ouverture	524,2								-0,3	-0,3			Trésorerie à l'ouverture
Variation de trésorerie	-252,8								-0,3	-0,3			Variation de trésorerie
Incidence des variations de cours de devises sur la trésorerie	2,3								2,3	2,3			Incidence des variations de cours de monnaies étrangères sur la trésorerie
Trésorerie de clôture	273,7								-0,5	-0,5			Trésorerie de clôture

PRINCIPAUX RETRAITEMENTS SUR LES ÉLÉMENTS CHIFFRES IFRS DE L'EXERCICE 2004

Les principaux retraitements figurant dans les tableaux de passage présentés dans la partie « Tableaux de passage des états financiers 2004 des normes françaises aux normes internationales » doivent être complétés des commentaires suivants.

Les principaux ajustements IFRS sur les capitaux propres consolidés au 1er janvier 2004 sont donnés ci-après :

Note 1 Avantages au personnel (IAS 19)

Conformément à l'option prévue dans IFRS 1, le montant cumulé des écarts actuariels à la date de transition (1er janvier 2004) a été imputé sur les capitaux propres. Les écarts actuariels générés à compter du 1er janvier 2004 sont amortis selon la méthode du corridor sur la durée moyenne résiduelle de vie active des bénéficiaires.

Les modalités d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraites et avantages assimilés, telles que décrites dans les notes annexes aux comptes consolidés français au 31 décembre 2004 sont conformes aux règles édictées par la norme IAS 19 (avantages du personnel), dans la mesure où le Groupe a appliqué fin 2004 avec effet rétroactif au 1er janvier 2004 la recommandation 2003-R01 du Conseil National de la Comptabilité afin d'anticiper les normes IFRS. L'impact avant impôt sur les capitaux propres est négatif de 93,4 millions d'euros et ne concerne que les capitaux propres IFRS au 1er janvier 200, au 30 juin 2004 et non ceux au 31 décembre 2004.

Cela a un impact positif sur le résultat net au 30 juin 2004 de 2,8 millions d'euros mais pas sur celui au 31 décembre 2004.

Note 2 Actualisation des provisions long-terme (IAS 37)

Les provisions long terme, hors retraite, n'ont pas fait l'objet d'une actualisation en normes comptables françaises. La norme IAS 37 impose l'actualisation des provisions dès lors que l'effet de la valeur temps est significatif. Le taux d'actualisation retenu est de 3,65% et correspond au taux financier avant impôt après prise en compte des risques spécifiques aux passifs évalués.

Les capitaux propres d'ouverture sont majorés de l'effet de l'actualisation des provisions.

La réévaluation de l'actualisation des provisions lors de chaque exercice, entraîne une augmentation de celles-ci comptabilisées en charges financières. Il en résulte une augmentation des charges financières pour 2004 de 1,7 millions d'euros.

Note 3 Ecart de conversion (IFRS 1)

Conformément à l'option prévue dans IFRS 1, le Groupe a décidé de reclasser le montant cumulé des écarts de conversion en réserves consolidées qui s'élèvent à 35,5 millions d'euros, sans impact sur les capitaux propres au 1er janvier 2004.

Il ne sera pas tenu compte dans les résultats de cession futurs d'entités consolidées des différences de conversion générées avant le 1er janvier 2004.

Note 4 Options de souscription d'actions (IFRS 2)

Selon les principes français, les options de souscription d'actions constituent des engagements hors-bilan. L'IFRS 2 prévoit l'évaluation et la comptabilisation en résultat des avantages liés aux plans d'options de souscription d'actions conclus après le 7 novembre 2002 lorsque les droits à ce titre ont été acquis après le 1er janvier 2005.

Selon les IFRS, les options sont évaluées à leur date d'attribution à l'aide d'un modèle de valorisation. Le Groupe a opté pour le modèle Black & Scholes. La valeur exacte des options est gelée à leur date d'attribution et ne fait l'objet d'aucune révision en cours de période d'acquisition des droits pour refléter les changements de paramètres du modèle retenu pour l'évaluation. Cette valeur est amortie selon le mode linéaire au compte de résultat sur la période d'acquisition des droits.

La charge comptabilisée au titre des options de souscription d'actions dont les droits ont été acquis en 2004 représente un montant de 24,5 millions d'euros dans le compte de résultat de l'exercice 2004. Cette charge n'étant pas représentative d'un décaissement et ayant pour contrepartie un compte de réserves consolidées, l'application de cette norme n'a en conséquence aucun impact sur les capitaux propres au 1er janvier et au 31 décembre 2004.

Note 5 Regroupements d'entreprises (IFRS 3) et pertes de valeur des écarts d'acquisition (IAS 36)

Le Groupe a choisi de ne pas retraiter les regroupements d'entreprises intervenus antérieurement au 1er janvier 2004. L'acquisition du groupe Sema le 1er janvier 2004 a été comptabilisée en conformité avec l'IFRS 3. Les actifs et passifs identifiables, ainsi que les actifs et passifs éventuels, ont été évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition du groupe Sema. Les actifs non-stratégiques destinés à la vente ou abandonnés ont été évalués à leur valeur nette probable de réalisation, en ligne avec l'IFRS 5. L'écart d'acquisition consolidé du groupe Sema a été affecté aux unités génératrices de trésorerie, c'est-à-dire aux zones géographiques, reflétant par là-même l'organisation opérationnelle du Groupe, ainsi que les bénéfices et synergies réalisés par celui-ci grâce à ses acquisitions.

L'écart d'acquisition consolidé n'est plus amorti, comme c'était le cas selon les principes français, mais soumis uniquement à des tests annuels de perte de valeur, selon l'IAS 36, d'ores et déjà appliquée par le Groupe depuis 2002. Le non-amortissement des écarts d'acquisition a un impact positif sur le résultat net et les capitaux propres IFRS au 31 décembre 2004, respectivement de 127,1 millions d'euros et de 126,3 millions d'euros.

Note 6 Coûts de transition et de transformation dans les contrats d'infogérance

La phase dite « de transition » lors du déroulement d'un contrat d'infogérance s'étend de la signature du contrat jusqu'au transfert dans l'environnement cible, tel que défini au contrat.

Les coûts engagés dans cette phase dite « de transition » sont de natures différentes et vont du déménagement physique de personnels ou de machines, au transfert d'application d'une architecture vers une autre, jusqu'à la rationalisation des locaux et moyens de production du client. Ces coûts sont couverts par la rentabilité du contrat.

Ces coûts de transition, définis au contrat et dont l'indemnisation par le client est prévue en cas de résiliation anticipée du contrat, sont activés et amortis linéairement sur la durée du contrat. Les coûts de transition ne répondant pas à cette définition sont comptabilisés en charges dans la période au cours de laquelle ils sont encourus.

Note 7 Engagements de rachat d'actions (IAS 27/IAS 32)

Les engagements pris par le Groupe sur l'achat d'intérêts minoritaires sont des engagements hors bilan en normes comptables françaises. En normes IAS et conformément aux dispositions contenues dans les normes IAS 27 – Etats financiers consolidés et comptabilisation des participations dans les filiales et IAS 32 – Instruments financiers : information à fournir et présentation, les engagements d'achat d'intérêts minoritaires fermes ou conditionnels sont assimilés à un rachat d'actions et sont à enregistrer en dettes financières avec pour contrepartie une réduction des intérêts minoritaires.

Lorsque la valeur de rachat excède le montant des intérêts minoritaires, le solde est comptabilisé en écart d'acquisition. L'application de l'IAS 32 a pour effet d'augmenter l'endettement net de 11,0 millions d'euros au 1er janvier. Le traitement retenu est susceptible d'évoluer en fonction d'interprétations attendues de l'IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee).

Note 8 Couvertures de change et de taux

Le Groupe applique les normes IAS 32 / 39 à compter du 1er janvier 2005 sans application rétroactive sur l'exercice 2004. Les ajustements relatifs à ces deux normes ne sont donc pas repris dans les tableaux de passage 2004.

Conformément à la norme IAS 39 Instruments financiers, les dérivés sont comptabilisés à leur juste valeur au bilan. La variation de la juste valeur de ces dérivés est comptabilisée en résultat sauf lorsqu'ils sont éligibles à la comptabilité de couverture, c'est-à-dire si les critères de documentation et d'efficacité sont remplis. Dès lors :

- pour les couvertures de juste valeur d'actifs ou de passifs existants la partie couverte de ces éléments est évaluée au bilan à sa juste valeur. La variation de cette juste valeur est enregistrée en contrepartie du compte de résultat où elle est compensée par les

variations symétriques de juste valeur des instruments financiers de couverture dans la mesure de leur efficacité. L'impact sur la situation nette à l'ouverture est de -1,1 millions d'euros.

- pour les couvertures de flux futurs de trésorerie, la partie efficace de la variation de la juste valeur de l'instrument de couverture est enregistrée directement en contrepartie de la situation nette. La variation de valeur de la part inefficace est comptabilisée en « Autres produits et charges financiers ». Les montants enregistrés en situation nette sont repris au compte de résultat symétriquement au mode de comptabilisation des éléments couverts. L'impact sur la situation nette à l'ouverture est de -8,1 millions d'euros.

Note 9 Frais d'émission d'emprunts

Les frais d'émission d'emprunts sont comptabilisés selon IAS 39 en déduction de l'emprunt, puis amortis en charges financières sur la durée de l'emprunt. Le calcul d'un taux d'intérêt effectif prend en compte les paiements des intérêts et l'amortissement des frais d'émission d'emprunt.

La valeur résiduelle de frais d'émission d'emprunts est passée en charge financière de l'exercice en cas de remboursement anticipé de l'emprunt auquel il est rattaché. L'impact sur la situation nette à l'ouverture est de -0,5 million d'euros.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'EXAMEN LIMITÉ DES COMPTES INTERMÉDIAIRES CONSOLIDÉS RÉSUMÉS

Période du 1er janvier au 30 juin 2005

En notre qualité de Commissaires aux Comptes et en application de l'article L.232-7 du Code de commerce, nous avons procédé à :

- l'examen limité du tableau d'activité et de résultats présenté sous la forme de comptes intermédiaires consolidés résumés de la société Atos Origin, relatifs à la période du 1er janvier 2005 au 30 juin 2005, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel.

Ces comptes intermédiaires consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Dans la perspective du passage au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, pour l'établissement des comptes consolidés de l'exercice 2005, les comptes semestriels consolidés ont été préparés pour la première fois en appliquant les principes de comptabilisation et d'évaluation des normes IFRS adoptées dans l'Union européenne, sous la forme de comptes intermédiaires tels que définis dans le règlement général de l'AMF. Ils comprennent à titre comparatif des données relatives à l'exercice 2004 et au premier semestre 2004 retraitées selon les mêmes règles.

Nous avons effectué cet examen selon les normes professionnelles applicables en France; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences limitées conduisant à une assurance, moins élevée que celle résultant d'un audit, que les comptes intermédiaires consolidés résumés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un examen de cette nature ne comprend pas tous les contrôles propres à un audit, mais se limite à mettre en œuvre des procédures analytiques et à obtenir des dirigeants et de toute personne compétente les informations que nous avons estimées nécessaires.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité, dans tous leurs aspects significatifs, des comptes intermédiaires consolidés résumés au regard d'une part, des règles de présentation et d'information applicables en France et, d'autre part, des principes de comptabilisation et d'évaluation des normes IFRS adoptées dans l'Union européenne, tels que décrits dans les notes annexes.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note d'introduction des « Résultats financiers » qui expose les raisons pour lesquelles l'information comparative qui sera présentée dans les comptes consolidés au 31 décembre 2005 et dans les comptes consolidés semestriels au 30 juin 2006 pourrait être différente des comptes joints au présent rapport.

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport semestriel commentant les comptes intermédiaires consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes intermédiaires consolidés résumés.

Neuilly-sur-Seine et Paris, le 8 septembre 2005

Les Commissaires aux Comptes

Deloitte & Associés

Jean-Paul Picard
Jean-Marc Lumet

Grant Thornton

Daniel Kurkdjian
Vincent Papazian

GOVERNEMENT D'ENTREPRISE

Atos Origin est une société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance. Cette forme permet de dissocier avec efficacité la fonction de gestion de celle de contrôle.

LE DIRECTOIRE

Le Directoire est actuellement composé du Président du Directoire et de six autres membres. La composition du Directoire rassemble un ensemble de compétences opérationnelles, financières et internationales qu'Atos Origin considère comme essentielles à la pérennité du succès d'une société mondiale de services informatiques.

Le Directoire assure collégalement la Direction Générale de la Société et se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige. En cas de désaccord, le Président a voix prépondérante.

Le Directoire est investi des pouvoirs les plus étendus à l'égard des tiers pour agir en toutes circonstances au nom de la Société. Bien que chaque membre du Directoire ait son propre champ d'intervention, tous les membres sont chargés collégalement de la gestion des affaires de la Société.

Nom	Fonction	
Bernard Bourigeaud	Président du Directoire	
Xavier Flinois	Responsable du Royaume-Uni, de l'Amérique du Nord et du Sud, et de la région Asie-Pacifique	En charge de la coordination au niveau global des Secteurs de marché et des Grands Comptes, et des Jeux Olympiques
Eric Guilhou	Directeur Administratif et Financier	Responsable des Ressources Humaines
Dominique Illien	Responsable de la France, l'Allemagne, l'Europe centrale, Atos Euronext Market Solutions et Atos Worldline	En charge de la coordination des activités d'infogérance au niveau global
Wilbert Kieboom	Responsable des Pays-Bas, de la Belgique, du Luxembourg, des pays nordiques	En charge de la coordination des activités de conseil et d'intégration de systèmes au niveau global, responsable de la Communication interne, du Marketing et des Relations Publiques
Giovanni Linari	Responsable de l'Italie, de l'Espagne, du Portugal et des autres pays d'Europe du Sud, du Moyen-Orient et de l'Afrique	En charge de la coordination du secteur des télécommunications

Jans Tielman, précédemment membre du Directoire en charge des Ressources Humaines, de la Communication interne, du Marketing et des Relations Publiques, a quitté le Groupe le 3 octobre 2005.

LE CONSEIL DE SURVEILLANCE

Le Conseil de Surveillance est actuellement composé de sept membres venant d'horizons divers, certains étant issus des opérations commerciales et manufacturières et des institutions financières.

A l'issue de l'Assemblée des actionnaires du 3 juin 2005, Diethart Breijpohl a été nommé membre du Conseil de Surveillance. Le mandat d'Alain Le Corvec n'a pas été renouvelé. Le 6 septembre 2005, Gerard Ruizendaal a quitté le Conseil de Surveillance après la vente de la participation de Philips en Atos Origin.

A chacune de ces nominations, la composition et la Présidence des Comités ont été revues, des changements ont été faits chaque fois que cela s'est avéré nécessaire. Le Conseil de Surveillance dispose d'un règlement intérieur définissant ses responsabilités. Il délègue certains pouvoirs au Directoire pour assurer efficacement le contrôle de la Société.

> GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Compte tenu des nominations intervenues pendant l'assemblée générale annuelle des actionnaires du 3 juin 2005, le Conseil de Surveillance est actuellement composé des membres suivants au 30 juin 2005:

Nom	Fonction	Age	Date de nomination	Membre de Comité	Fin de mandat (3)	Nombre d'actions détenues
Didier Cherpitel (1)	Président	61	2004	(a), (b), (c), (d)	2009	1,000
Dominique Bazy (1)	Membre	54	1997	(a)	2009	20
Philippe Germond (1)	Membre	48	2003	(b), (c)	2009	50
Diethart Breipohl (1) (2)	Membre	66	2005		2009	10
Jan P. Oosterveld (2)	Membre	61	2004	(b), (c), (d)	2007	10
Gérard Ruizendaal (2) (*)	Membre	47	2004	(a)	2007	10
Michel Soublin (1)	Membre	60	2004	(a)	2007	500
Jean-François Théodore (1)	Membre	59	2000	(b), (d)	2009	10

1) Administrateur indépendant

2) Nationalité étrangère

3) Assemblée générale annuelle approuvant les comptes de l'exercice

(a) Comité des Comptes

(b) Comité des Investissements

(c) Comité des Rémunérations

(d) Comité de Nomination

(*) Avant le 6 septembre 2005

LES COMITÉS

Le Conseil de Surveillance est constitué de quatre comités en son sein, à savoir :

(a) Le Comité des Comptes:

Dominique Bazy (Président), Didier Cherpitel, Gérard Ruizendaal, Michel Soublin.

(b) Le Comité des Investissements:

Jan P. Oosterveld (Président), Didier Cherpitel, Philippe Germond, Jean-François Théodore.

(c) Le Comité des Rémunérations:

Didier Cherpitel (Président), Philippe Germond, Jan P. Oosterveld.

(d) Le Comité de Nomination:

Didier Cherpitel (Président), Jan P. Oosterveld, Jean-François Théodore.

INFORMATIONS BOURSIÈRES

CAPITAL

Evolution du capital au 30 juin 2005

Au 30 juin 2005, le capital s'élevait à 67,2 millions d'euros, divisé en 67 239 013 actions de 1 euro de nominal entièrement libérées. Les variations du capital au cours du semestre sont liées aux 300 759 options de souscription d'actions exercées sur la période.

Opérations	Nombre d'actions créées	Capital social (en millions d'euros)	Primes d'émission (en millions d'euros)	Total (en millions d'euros)
Au 31 décembre 2004	66 938 254	66,9	1 240,1	1 307,1
Actions émises au 31 mars 2005	222 499	0,2	7,2	7,4
Actions émises au 30 juin 2005	78 260	0,1	1,9	2,0
Levées d'options	300 759	0,3	9,1	9,4
Au 30 juin 2005	67 239 013	67,2	1 249,3	1 316,5

Repartition du capital

Principaux actionnaires

Le flottant des actions d'Atos Origin au 30 juin 2005 était de l'ordre de 84,6%, et tout autre actionnaire à l'exception de Philips ne détenait plus de 5% du capital émis par le Groupe. Durant la première moitié de l'année, il n'y a pas eu de changement majeur dans la répartition du capital.

Le 13 juillet 2005, Royal Philips Electronics cédait les 10,3 millions d'actions résiduelles de sa participation dans Atos Origin (soit 15,4% du capital) à Citigroup. Citigroup a immédiatement revendu ces actions à des investisseurs.

La répartition du capital et des droits de vote d'Atos Origin avant et après la cession réalisée par Philips est présentée ci-dessous :

En millions d'actions	31 déc. 2004		30 juin 2005		Après le 13/07/05 (a)		
	Actions	% du capital	Actions	% du capital	Actions	% du capital	% des droits de vote
Philips	10,3	15,4%	10,3	15,3%			
Autocontrôle	0,0	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%	
Public	56,6	84,6%	56,9	84,7%	67,2	100,0%	100,0%
Total	66,9	100%	67,2	100,0%	67,2	100,0%	100,0%

(a) Après la vente par Philips de 10,3 millions d'actions le 13 Juillet 2005

De ce fait, le flottant du group a augmenté de 85% au début 2005 à presque 100% à ce jour.

Franchissement de seuil

A ce jour, la société n'a été informée que d'un seul mouvement d'actions lié au désengagement de Philips dans le capital d'Atos Origin.

	Date de la déclaration	Actions	% intérêt (a)	% droit de vote (b)
Philips (à la baisse)	20/07/05	-	-	-

(a) Sur la base du capital à cette date

(b) Sur la base du capital à cette date excluant les options d'autocontrôle

> INFORMATIONS BOURSIÈRES

Droits de vote

Chaque action de capital ou de jouissance donne droit à une voix. Il n'existe pas de droit de vote double.

Capital potentiel

Durant la période, 1 660 200 nouvelles options de souscription d'actions ont été attribuées aux employés (dont 235 000 options aux sept membres du Directoire) au prix d'exercice de 49,75 euros. Cette attribution correspond au plan annuel 2005 de distribution d'options pour 1 365 salariés d'Atos Origin, en rapport avec le montant résiduel non utilisé de la 8ème résolution de l'Assemblée générale du 4 juin 2004. Cette allocation correspond à 1,7% du capital actuel, comparativement à l'allocation 2004 de 2,4% du capital. Cette allocation est en ligne avec la décision du Comité de Rémunération du mars 2005 d'offrir 1,75% du capital chaque année (dont 20% au Directoire).

75 547 options de souscription d'actions ont été annulées et 300 759 ont été exercées sur la période.

Sur la base de 67 239 013 actions émises, le capital du Groupe pourrait être augmenté de 6 434 825 nouvelles actions, soit 8,7% du capital après dilution, et ce uniquement par l'exercice des options de souscription d'actions offert aux salariés.

	30 juin 2005	31 déc. 2004	Variations/ 31 déc. 2004	millions d'euros	% dilution	Poids dilution
Nombre d'actions	67 239 013	66 938 254	300 759			
Options de souscriptions d'actions	5 960 825	5 176 931	783 894	355,3	8,1%	
BSA	474 000	474 000		34,2	0,6%	
Total salariés	6 434 825	5 650 931	783 894	389,5	8,7%	100%
Total du capital potentiel	73 673 838	72 589 185	1 084 653			

L'exercice de la totalité des options de souscription d'actions et des bons de souscription d'actions (BSA) aurait pour effet d'augmenter les capitaux propres consolidés de 390 millions d'euros et le capital social de 6,4 millions d'euros. Cependant, 34% des options et des BSA attribués aux salariés ont des conditions d'exercice supérieures au cours de bourse de l'action Atos Origin au 30 juin 2005 (52,4 euros).

Autorisations d'émettre des actions et autres valeurs mobilières non utilisées

Au regard des résolutions votées le 3 juin 2005 pendant l'Assemblée Générale annuelle, les autorisations d'émettre des actions et autres valeurs mobilières non-utilisées sont les suivantes :

Autorisation (en euros)	Montants des autorisations en nominal	Utilisation des autorisations en nominal	Solde non utilisé en nominal	Date d'expiration de l'autorisation
AGE 22/01/2004 5 ^{ème} résolution Options de souscriptions ou d'achat d'actions	800 000	744 380 en 2004 55 620 en 2005	-	22/03/2007
AGE 04/06/2004 8 ^{ème} résolution Options de souscriptions ou d'achat d'actions	8 500 000	1 104 580 en 2005	7 395 420	04/08/2007
Options de souscription			7 395 420	
AGE 31/10/2000 7 ^{ème} /8 ^{ème} résolutions Augmentation de capital réservée aux salariés (dans le cadre d'un Plan d'Epargne Entreprise)	2 188 219		2 188 219	31/10/2005
AGE 03/06/2005 16 ^{ème} /18 ^{ème} résolutions Augmentation de capital réservée aux salariés	6 716 075		6 716 075	03/08/2007
AGE 03/06/2005 13 ^{ème} résolution Augmentation de capital avec droit préférentiel de souscription	22 400 000		22 400 000	03/08/2007
Capital social			31 304 294	
Total			38 699 714	

Le montant total potentiel autorisé d'émission d'actions de 38 699 714 représente 58% du capital actuel.

DIVIDENDES

La société n'a distribué aucun dividende au cours des cinq derniers exercices. La Politique du Groupe reste plutôt favorable au réinvestissement total dans l'entreprise des bénéfices nets réalisés, afin d'optimiser la croissance future du capital à moyen-long terme. Cette politique est ré-analysée de manière régulière.

LE MARCHÉ DU TITRE

Transactions des titres

Nombre de titres : 67 239 013
 Classification sectorielle : Technologie de l'Information
 Indice principal : CAC AllShares
 Autres indices : CAC IT, CAC IT20, CAC Next20, Euronext 100, SBF120
 Marché : Eurolist segment A
 Place de cotation : Euronext Paris (France)
 Code : ATO (Euronext)
 Code ISIN : FR0000051732
 Eligibilité PEA / SRD : oui / oui

Les actions du groupe Atos Origin sont cotées au Marché Eurolist de Paris (France) sous le code 5173 ISIN FR0000051732, et ne font pas l'objet de cotation sur une autre place de marché. Les actions sont cotées à Paris depuis 1995. Atos Origin SA est la seule société cotée du Groupe.

Volumes de transactions mensuelles et trimestrielles

Avec un cours de clôture de l'action à 52,40 euros fin juillet 2005 et un nombre de titres sur le marché égal à 67 239 013, la capitalisation boursière du Groupe était de 3,5 milliards d'euros au 30 juin 2005.

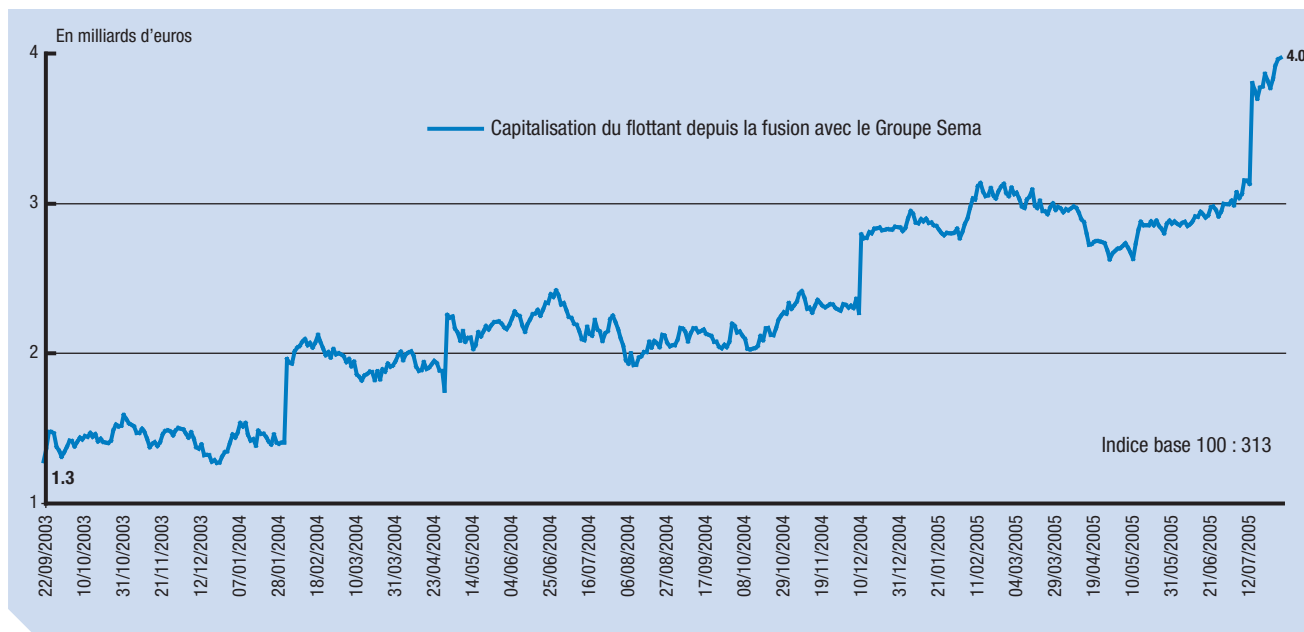
> INFORMATIONS BOURSIÈRES

En comparant avec un cours de clôture de l'action à 49,97 euros fin décembre 2004, la capitalisation boursière du Groupe a augmenté de 5% au cours des 6 premiers mois de l'année 2005.

Source : Euronext	Haut	Bas	Clôture	Cours moyen pondéré	Nombre de titres échangés (en milliers)	Capitaux échangés (en milliers d'euros)
	(en euros par action)					
2005						
Janvier	52,1	58,2	49,3	50,3	7 004	352 299
Février	55,3	48,6	55,1	52,5	10 402	545 953
Mars	55,9	50,5	52,2	53,2	9 011	479 275
1er Trimestre					26 416	1 377 528
Avril	52,5	45,6	46,7	49,1	8 631	423 903
Mai	51,1	46,0	49,8	49,1	8 128	398 818
Juin	52,9	49,6	52,5	51,1	6 031	308 450
2ème Trimestre					22 791	1 131 171
% du capital échangé sur la période : 73%						

La moyenne journalière des capitaux échangés pendant les six premiers mois de 2005 s'élevait à 390 000 comparée à 357 000 en 2004, soit une augmentation de 9%. La moyenne mensuelle des capitaux échangés pendant les six premiers mois de 2005 était de 418 millions d'euros, comparativement à 382 millions d'euros en 2004, soit une augmentation de 9%.

CAPITALISATION DU FLOTTANT



Depuis l'annonce de la fusion avec le Groupe Sema, fin septembre 2003, la capitalisation du flottant a été multipliée par 3 en deux ans (sur la base du capital social actuel et d'un cours à 61,60 euros à fin août) pour atteindre 4 milliards d'euros à fin août 2005.

RELATIONS AVEC LES ACTIONNAIRES

Communication

L'objectif du Groupe est d'informer régulièrement et clairement l'ensemble de ses actionnaires, qu'ils soient institutionnels ou individuels, en veillant à l'homogénéité et à la transparence de l'information, par la distribution de documents d'information, notre site Internet et des rencontres personnalisées afin d'offrir à tous un même niveau d'information.

Contacts

Les investisseurs institutionnels, analystes financiers ainsi que les actionnaires individuels peuvent, pour toute information, s'adresser à :

Relations Investisseurs

John White
Tel. : + 33 (0) 1 55 91 26 32
E-mail : john.white@atosorigin.com

Communication Financière

Bertrand Labonde
Tel. : + 33 (0) 1 55 91 24 45
E-mail : bertrand.labonde@atosorigin.com

Documentation

La Société met à la disposition de ses actionnaires, outre le rapport annuel, édité en français et en anglais :

- Un rapport annuel
- Des annonces trimestrielles de chiffre d'affaires et une revue de l'activité
- Des informations générales sur le site web www.atosorigin.com
- Des communiqués de presse, via le site web ou via la base de données de l'AMF

Les documents juridiques (statuts, procès-verbaux d'assemblées générales, rapports des Commissaires aux Comptes...) peuvent être consultés à la Direction Juridique, au siège social d'Atos Origin.

Gestion de titres nominatifs purs

La Société Générale assure le service du titre Atos Origin.

Calendrier financier

Calendrier 2005	Calendrier 2006
<ul style="list-style-type: none"> • Jeudi, 10 novembre 2005 Chiffre d'affaires du 3ème trimestre 2005 	<ul style="list-style-type: none"> • Vendredi, 28 avril 2006 Chiffre d'affaires du 1er trimestre 2006
<ul style="list-style-type: none"> • Mardi, 31 janvier 2006 Chiffre d'affaires du 4ème trimestre 2005 	<ul style="list-style-type: none"> • Vendredi, 28 juillet 2006 Chiffre d'affaires du 2ème trimestre 2006
<ul style="list-style-type: none"> • Mercredi, 8 mars 2006 Résultats annuels 2005 	<ul style="list-style-type: none"> • Mercredi, 6 septembre 2006 Résultats semestriels 2006
<ul style="list-style-type: none"> • Mardi, 23 mai 2006 Assemblée Générale annuelle 2006 	<ul style="list-style-type: none"> • Mardi, 31 octobre 2006 Chiffre d'affaires du 3ème trimestre 2006
	<ul style="list-style-type: none"> • Mercredi, 31 janvier 2007 Chiffre d'affaires du 4ème trimestre 2006

RESPONSABLES DU DOCUMENT ET DU CONTRÔLE DES COMPTES

Responsable du document

Bernard Bourigeaud

Président du Directoire

Attestation du responsable du document

A notre connaissance, les données du présent document en tant qu'actualisation du document de référence sont conformes à la réalité. Elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs pour fonder leur jugement sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives de la Société ; elles ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

Bernard Bourigeaud

Président du Directoire

Responsable du contrôle des comptes

Commissaires aux comptes titulaires

Amyot Exco Grant Thornton

Daniel Kurkdjian et Vincent Papazian

- Date de début de mandat: 30 mai 2002 pour une durée de 6 ans
- Date d'expiration du mandat: date de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos 31 décembre 2007

Commissaires aux comptes suppléants

Cabinet IGEC, 2, rue Washington, 75008 Paris

- Date de début de mandat: 30 mai 2002 pour une durée de 6 ans
- Date d'expiration du mandat: date de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2007

Deloitte & Associés

Jean-Paul Picard et Jean-Marc Lumet

- Date de début de mandat: 24 février 2000 pour une durée de 6 ans
- Date d'expiration du mandat: date de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos 31 décembre 2005

Cabinet B.E.A.S., 7/9, Villa Houssay 92200 Neuilly-sur-Seine

- Date de début de mandat: 24 février 2002 pour une durée de 6 ans
 - Date d'expiration du mandat: date de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2005
-

CONTACTS

SIÈGES SOCIAUX

France

Tour Les Miroirs, - Bât C
18, Avenue d'Alsace
92926 Paris La Defense Cedex
Tel : +33 1 55 91 2000

Belgique

Da Vincilaan 5
B-1930 Zaventem
Tel: +32 2 712 3777

Afrique du Sud

204 Rivonia Road
Morningside
Sandton, 2196
South Africa
Tel: + 27 11 895 2000

Allemagne – Région Europe Centrale

Curierstraße 5
D-70563 Stuttgart
Tel: +49 711 7377 0

Atos Worldline

Hahnstraße 25
D-60528 Frankfurt/Main
Tel: +49 69 66566 0

Arabie Saoudite –Région Moyen-Orient

Al-Khobar
PO Box 30862
Mutlaq Street
Al Khobar 31952
Tel: +966 3 887 5111

Argentine

Vedia 3892 P.B.
C1430 DAL - Buenos Aires
Tel: +54 11 4546 5500

Autriche

Technologiestraße 8 / Gebäude D
A-1120 Wien
Tel: +43 1 60543 0

Belgique

Minervastraat 7
B-1930 Zaventem
Tel: +32 2 712 2800

Global Consulting & Systems Integration

Da Vincilaan 5
B-1930 Zaventem
Tel: +32 2 712 3777

Brésil

Rua Itapaiuna
2434 - 2° andar - Santo Amaro
CEP: 05707-001 São Paulo – SP
Tel: +55 11 3779 2344

Chine

5th Floor, Lido Commercial Center
Jichang Road
Beijing 100004
Tel: +86 10 6437 6668

Espagne

Calle Albarracín, 25
28037 Madrid
Tel: +34 91 440 8800

France

Tour les Miroirs - Bât C
18, avenue d'Alsace
F- 92926 Paris La Défense 3 Cedex
Tel: +33 1 55 91 20 00

Atos Worldline France

Tour Manhattan
5-6 place de l'Iris
F - 92926 Paris La Defense Cedex
Tel: +33 1 49 00 90 00

Infogérance

Tour Manhattan
5-6 place de l'Iris
F - 92926 Paris La Defense Cedex
Tel: +33 1 70 92 13 40

Intégration de Systèmes

Immeuble Les Miroirs
18, Avenue d'Alsace
F - 92926 Paris La Defense Cedex
Tel: +33 1 55 91 20 00

Atos Consulting

6-8 Boulevard Haussmann
F - 75009 Paris
Tel: +33 1 73 03 20 00

AtosEuronext

6-8 Boulevard Haussmann
F - 75009 Paris
Tel: +33 1 73 03 03 03

Hong Kong

Suites 1701-8, 17/F
Prudential Tower
21 Canton Road
Tsimshatsui, Kowloon
Tel: +852 2830 0000

Inde

SDF-IV, Units 126/127
SEEPZ, Andheri (east)
Mumbai 400 096
Tel: +91 22 28 29 2742

Italie –Région Europe du Sud

Via Riccardo Morandi, 32
00050 Roma
Tel: +39 06 8307 4201

Piazza IV Novembre, 3
20124 Milano
Tel: +39 2 66 7221

Japon

20/F Shinjuku Park Tower,
3-7-1, Nishi-shinjuku, Shinjuku-ku,
Tokyo 163-1020
Tel: +81 3 3344 6631

Luxembourg

2, rue Nicolas Bové
L-1253 Luxembourg
Tel: +352 31 36 37 1

Malaysia

Suite F01, 1st Floor
2310 Century Square
Jalan Usahawan
63000 Cyberjaya
Selangor Darul Ehsan
West Malaysia
Tel: +60 3 8318 6100

Mexique

Hegel No. 141 Piso 1
Col. Chapultepec Morales
C.P. 11570 México, D.F.
Tel. +52 55 5905-3300

Pays-Bas – Région Benelux

Papendorpsweg 91 & 93
NL - 3528 BJ Utrecht
Tel: +31 30 299 4444

Atos Consulting

Papendorpsweg 91 & 93
NL - 3528 BJ Utrecht
Tel: +31 30 299 4444

Pologne

ul. Domaniewska 41
02-672 Warszawa
Tel: +48 22 606 1900

Portugal

Praça Duque de Saldanha, 1-9ªA,
1050-094 Lisboa
Tel: (351-21) 313 88 40

Royaume-Uni

4 Triton Square
Regents Place
London NW1 3HG
Tel: +44 20 7830 4447

Atos Consulting

10th Floor
1 Canada Square
Canary Wharf
London E14 5AG
Tel: +44 20 7896 5000

Singapour – Région Asie Pacifique

8 Temasek Boulevard
#07-01 Suntec Tower Three
Singapore 038988
Tel: +65 6333 8000

Suisse

Industriestrasse 19
CH-8304 Wallisellen
Tel: +41 1 877 6969

24, av de Champel
CH-1206 Genève
Tel: +41 22 789 3700

Thaïlande

200 Moo 4 25th Flr Room No. 2502
Jasmine International Tower
Chaengwattana Road Pakkret
Nonthaburi 11120
Tel: +66 2 582 0955

USA – Région Amérique du Nord

5599 San Felipe
Suite 300
Houston TX, 77056
Tel: +1 713 513 3000

